

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 388

16 février 2013

SOMMAIRE

Arbis	18619	Sapphire Actipark 1 S.à r.l.	18579
Benelux Consulting Group S. à r.l.	18586	Sapphire Actipark 2 S.à r.l.	18579
BIS MULTISERWIS - Niederlassung Lu- xemburg	18585	Sapphire Ile de France 1 S.à r.l.	18579
BlueBay Funds	18605	Sapphire Ile de France 2 S.à r.l.	18580
Boccaleone 167 S.A.	18586	Sapphire Lyon 1 S.à r.l.	18580
Boccaleone 167 S.A.	18586	Sapphire Lyon 2 S.à r.l.	18580
Boccaleone 167 S.A.	18586	Schelde Investments S.à r.l.	18578
Cassiopea Investment S.A.	18588	Self Storage Luxembourg S.à r.l.	18582
Cefralu S.A.	18588	Semper Paratus Investment	18581
Comptoir de la Toiture S.à r.l.	18588	Serilux S.à r.l.	18582
Cum Grano Salis S.à r.l.	18623	SistemApsys S.à r.l.	18581
Dabe International S.A.	18587	Susquehanna Europe Holdings Limited ..	18581
Dafilux S.à r.l.	18587	TA Hydronics S.A.	18585
Danafood S.A.	18586	TCCL Management S.A.	18584
Demec S.A.	18587	TecCo S. à r. l.	18585
Desklux SA	18587	Tek Distribution S.A.	18584
Electricité Faber Diekirch S.à r.l.	18588	Trillium Holdings Sàrl	18584
Emerald Property Investment S.à r.l.	18587	Union Consulting S.A.	18582
EURX Iota Investment S.à r.l.	18578	Union Consulting S.A.	18582
EURX Joseph II Investment S.à r.l.	18578	Valiance Infrastructure Management Company S.A.	18583
Hôtel Gauguin S.A.	18583	VANH Consulting s.à r.l.	18624
MULTISERWIS - Niederlassung Luxem- burg	18585	Vauban Development S.A.	18583
Rinoraines S.A.	18601	Vauban Development S.A.	18583
Roots Holdings Luxembourg S.à r.l.	18589	Veiner Gedrinkshandel S.à r.l.	18583
		Wallerich-Lux S.A.	18584

EURX Joseph II Investment S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 124.735.

Il résulte d'un courrier adressé aux associés de la Société en date du 9 janvier 2013 que M. Dirk Ruppert a démissionné de ses fonctions de gérant avec effet immédiat au 9 janvier 2013.

Par conséquent, le conseil de gérance de la Société sera composé au 9 janvier 2013 des gérants suivants:

- M. Rachid OUAÏCH, gérant;
- M. Michael GONTAR, gérant; et
- M. Robert W. TOAN, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008558/16.

(130009864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

EURX Iota Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 141.699.

Il résulte d'un courrier adressé aux associés de la Société en date du 9 janvier 2013 que M. Dirk Ruppert a démissionné de ses fonctions de gérant avec effet immédiat au 9 janvier 2013.

Par conséquent, le conseil de gérance de la Société sera composé au 9 janvier 2013 des gérants suivants:

- M. Rachid OUAÏCH, gérant;
- M. Michael GONTAR, gérant; et
- M. Robert W. TOAN, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008557/16.

(130009871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Schelde Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 103.710.

Il résulte d'un courrier adressé aux associés de la Société en date du 31 décembre 2012 que M. Oliver MAY a démissionné de ses fonctions de gérant avec effet au 31 décembre 2012 à 18h00.

Il résulte par ailleurs d'un courrier adressé aux associés de la Société en date du 9 janvier 2013 que M. Dirk RUPPERT a démissionné de ses fonctions de gérant avec effet immédiat au 9 janvier 2013.

Par conséquent, le conseil de gérance de la Société:

- a été composé comme suit du 31 décembre 2012 au 9 janvier 2013:

- * M. Rachid OUAÏCH, gérant;
- * M. Paul DEVONSHIRE, gérant; et
- * M. Dirk RUPPERT, gérant.

- sera composé comme suit à compter du 9 janvier 2013:

- * M. Rachid OUAÏCH, gérant; et
- * M. Paul DEVONSHIRE, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008881/22.

(130010029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Sapphire Actipark 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 24.725,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 135.791.

—
EXTRAIT

La personne physique mentionnée ci-dessous a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 28 décembre 2012.

- M. John-Paul McKEON, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance se compose donc comme suit au 28 décembre 2012:

- William GILSON, Gérant

- Francesco PIANTONI, Gérant

Pour extrait conforme,

A Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008875/18.

(130009803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Sapphire Actipark 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 62.725,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 135.800.

—
EXTRAIT

La personne physique mentionnée ci-dessous a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 28 décembre 2012.

- M. John-Paul McKEON, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance se compose donc comme suit au 28 décembre 2012:

- William GILSON, Gérant

- Francesco PIANTONI, Gérant

Pour extrait conforme,

A Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008874/18.

(130009804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Sapphire Ile de France 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 78.650,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 135.794.

—
EXTRAIT

La personne physique mentionnée ci-dessous a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 28 décembre 2012.

- M. John-Paul McKEON, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance se compose donc comme suit au 28 décembre 2012:

- William GILSON, Gérant

- Francesco PIANTONI, Gérant

Pour extrait conforme,

A Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008876/18.

(130009802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Sapphire Ile de France 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 40.650,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 135.795.

—
EXTRAIT

La personne physique mentionnée ci-dessous a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 28 décembre 2012.

- M. John-Paul McKEON, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance se compose donc comme suit au 28 décembre 2012:

- William GILSON, Gérant

- Francesco PIANTONI, Gérant

Pour extrait conforme,

A Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008877/18.

(130009801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Sapphire Lyon 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 101.675,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 135.792.

—
EXTRAIT

La personne physique mentionnée ci-dessous a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 28 décembre 2012.

- M. John-Paul McKEON, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance se compose donc comme suit au 28 décembre 2012:

- William GILSON, Gérant

- Francesco PIANTONI, Gérant

Pour extrait conforme,

A Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008878/18.

(130009800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Sapphire Lyon 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 63.675,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 135.793.

—
EXTRAIT

La personne physique mentionnée ci-dessous a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 28 décembre 2012.

- M. John-Paul McKEON, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance se compose donc comme suit au 28 décembre 2012:

- William GILSON, Gérant

- Francesco PIANTONI, Gérant

Pour extrait conforme,

A Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008879/18.

(130010037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

SistemApsys S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 135.488.

—
EXTRAIT

En date du 29 novembre 2012, l'Actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Robin Naudin ten Cate, en tant que gérant A, est acceptée avec effet immédiat.
- La démission de M. Sergey Kalinin, en tant que gérant B, est acceptée avec effet immédiat.
- Mme. Marta Ventura, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élue nouveau gérant A de la société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.
- Mme. Charlotte Lahaije Hultmann, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élue nouveau gérant B de la société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 4 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008885/17.

(130009426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Semper Paratus Investment, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 114.718.

Suite à une cession de parts intervenue en date du 14 janvier 2013 entre Monsieur Ulf INGEMARSON d'une part, et la société VIKHYDDAN AB d'autre part, le capital de la société est dorénavant réparti comme suit:

- VIKHYDDAN AB, Registre des Sociétés de Suède n° 556874-7975, ayant son siège social à Kvarnstigen 12, SE-432 54 Varberg, Suède	500 parts
Total:	500 parts

Pour la société

Un gérant

Référence de publication: 2013008907/14.

(130009954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Susquehanna Europe Holdings Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 22.500,00.

Siège de direction effectif: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 137.805.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique du 6 décembre 2012 que:

1. La démission de Monsieur Mirko DIETZ, en date du 6 décembre 2012, en sa qualité de gérant A est acceptée.
2. Madame Timea OROSZ, née le 5 décembre 1979 à Nyiregyhaza (Hongrie), demeurant professionnellement 12 rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, est nommée gérant A pour une durée indéterminée.
3. Monsieur Maksud Ahmadkhanov né le 5 juin 1978 à Baki (Azerbaïdjan), demeurant professionnellement au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, est nommé gérant A pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance se compose donc comme suit:

- Madame Timea OROSZ, Gérant A;
- Monsieur Maksud AHMADKHANOV, Gérant A;
- Monsieur Robert SACK; Gérant B;
- Madame Kathleen HARLEY, Gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008896/23.

(130009851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Serilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1618 Luxembourg, 15, rue des Gaulois.

R.C.S. Luxembourg B 14.642.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013008908/14.

(130009982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Self Storage Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 86.848.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait de la résolution adoptée lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège de la société le 31 décembre 2012

- L'Assemblée décide de clôturer la liquidation de la société à la date du 31 décembre 2012;

- L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés au siège de la société pendant une période de cinq années, à partir de la date de publication de la clôture de liquidation de la société dans le Mémorial C, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

SELF STORAGE Sàrl

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013008906/18.

(130009545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Union Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 139.115.

A l'attention des actionnaires

Je vous prie d'accepter par la présente ma démission en tant qu'Administrateur de la société UNION CONSULTING S.A. avec effet immédiat.

Luxembourg, le 15 décembre 2012.

Christine LECAS.

Référence de publication: 2013008970/11.

(130009358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Union Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 139.115.

A l'attention des actionnaires

Je vous prie d'accepter par la présente ma démission en tant qu'Administrateur et d'Administrateur-Délégué de la société UNION CONSULTING S.A. avec effet immédiat.

Luxembourg, le 15 décembre 2012.

François GEORGES.

Référence de publication: 2013008969/11.

(130009358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Vauban Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 10, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 75.531.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'administration

Référence de publication: 2013008975/10.

(130010046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Hôtel Gauguin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 10, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 75.531.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'administration

Référence de publication: 2013008976/10.

(130010047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Vauban Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 10, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 75.531.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'administration

Référence de publication: 2013008977/10.

(130010048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Veiner Gedrinkshandel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9419 Vianden, 27, rue du Vieux Marché.
R.C.S. Luxembourg B 101.709.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2013008980/11.

(130010144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Valiance Infrastructure Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 137.793.

RECTIFICATIVE

Cette mention remplace la mention L130007697 déposée le 14 janvier 2013

Les comptes annuels pour la période du 1^{er} avril 2012 au 12 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008972/13.

(130009324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Tek Distribution S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 77.449.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013008952/14.

(130009993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Trillium Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 113.047.

En vertu de la Loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, et en sa qualité de domiciliataire, la Société MAS Luxembourg, anciennement Management & Accounting Services S.à r.l. en abrégé MAS S.à r.l., dénonce, avec effet au 1^{er} juin 2012, le siège social établi au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach de Trillium Holdings S.à r.l. immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 113047.

Trillium Holdings S.à r.l. n'est donc plus domiciliée au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach depuis le 1^{er} juin 2012.

Munsbach, le 15 janvier 2013.

MAS Luxembourg

Référence de publication: 2013008961/14.

(130009489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

TCCL Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89F, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 166.884.

Il résulte des résolutions prises par l'Administrateur unique de la société en date du 9 janvier 2013 que le siège social a été transféré du 89F, rue de Pafebruch L-8308 Capellen au 89B, rue de Pafebruch L-8308 Capellen avec effet au 9 janvier 2013.

L'adresse professionnelle de l'administrateur unique Monsieur Thierry Stas est 89B, rue de Pafebruch, L-8308 Capellen, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Capellen, le 16 janvier 2013.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013008951/16.

(130009773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Wallerich-Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3333 Hellange, 30, route de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 65.546.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013008985/10.

(130009338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

TA Hydronics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 71.207.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la Société tenue en date du 15 janvier 2013

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la société tenue en date du 15 janvier 2013, que l'assemblée a pris acte de la démission de Monsieur Robin VOLLERT en tant qu'administrateur de la société.

L'assemblée a décidé de nommer Monsieur Dominique VERNIER, né le 05 décembre 1959, à Besançon/France, demeurant 4, Avenue Lily, F-78170 La Celle Saint Cloud, en tant qu'administrateur de la société.

Le nouveau mandat s'achèvera lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.

Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013008950/17.

(130009738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

TecCo S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 114.706.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire en date du 28 décembre 2012

L'assemblée générale extraordinaire:

- prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé en date du 28 décembre 2012;
- constate que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante: SGG S.A., 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Pour TecCo S.à r.l., en liquidation volontaire

Un mandataire

Référence de publication: 2013008945/18.

(130009841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

**MULTISERWIS - Niederlassung Luxemburg, Succursale d'une société de droit étranger,
(anc. BIS MULTISERWIS - Niederlassung Luxemburg).**

Adresse de la succursale: L-5220 Sandweiler, 2, rue Hiel.
R.C.S. Luxembourg B 151.621.

Auszug aus dem Protokoll der Versammlung der Geschäftsführung vom 14. Dezember 2012

Es wurde folgender Beschluss gefasst:

Die Geschäftsführung stellt fest, dass im Rahmen einer Generalversammlung, die Gesellschaft polnischen Rechts „BIS Multiserwis Sp. Z o.o.“ entschieden hat, ihre Gesellschaftsbezeichnung in „Multiserwis Sp. Z o.o.“ zu ändern. Folglich wird ebenfalls die Bezeichnung der luxemburgischen Zweigstelle entsprechend angepasst.

Auf Grundlage der vorherigen Erläuterungen, beschließt die Geschäftsführung, mit Wirkung zum 30. November 2012, die Bezeichnung der Zweigstelle in „MULTISERWIS – Niederlassung Luxemburg“, anzupassen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, den 17. Januar 2013.

Für MULTISERWIS – Niederlassung Luxemburg, Gesellschaft mit beschränkter Haftung ausländischen Rechts.

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2013009150/19.

(130011132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Benelux Consulting Group S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 107.514.

Par la présente nous vous informons que la Fiduciaire EURO CONSEIL ENTREPRISE S.A. dénonce ce jour mercredi 02 janvier 2013 le siège Rue de l'Industrie Coin des Artisans L3895 FOETZ de la société BENELUX CONSULTING GROUP Sàrl, immatriculée au RC B107.514 (Rue de l'Industrie Coin des Artisans)

Le 02 janvier 2013.

La Direction

Référence de publication: 2013009148/11.

(130010867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Boccaleone 167 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 42.148.

Aux Actionnaires de la Société

Je vous informe que j'ai décidé de démissionner de mon poste d'Administrateur de votre société BOCCALEONE 167 S.A. inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 42148 avec effet immédiat.

Luxembourg, le 24 décembre 2012.

FREDERIC NOEL.

Référence de publication: 2013009155/11.

(130010401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Boccaleone 167 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 42.148.

Aux Actionnaires de la Société

Je vous informe que j'ai décidé de démissionner de mon poste de Président et d'Administrateur de votre société BOCCALEONE 167 S.A. inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 42148 avec effet immédiat.

Luxembourg, le 24 décembre 2012.

GIOVANNI VITTORE.

Référence de publication: 2013009156/11.

(130010401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Boccaleone 167 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 42.148.

Aux Actionnaires de la Société

Je vous informe que j'ai décidé de démissionner de mon poste d'Administrateur de votre société BOCCALEONE 167 S.A. inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 42148 avec effet immédiat.

Luxembourg, le 24 décembre 2012.

ROLAND DE CILLIA.

Référence de publication: 2013009157/11.

(130010401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Danafood S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7590 Beringen, 42, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 149.066.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013009244/10.

(130011099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Demec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8133 Bridel, 7, rue Nicolas Goedert.
R.C.S. Luxembourg B 47.434.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013009249/10.

(130011096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Desklux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9780 Wincrange, 78, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 113.027.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013009250/10.

(130011010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Dabe International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 82.595.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 décembre 2012.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013009242/11.

(130010575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Emerald Property Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.400,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 161.207.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013009263/10.

(130010446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Dafilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 33.000,00.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 121.143.

EXTRAIT

Les gérants ont décidé de transférer le siège social de la Société du 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Strassen, le 17 janvier 2013.

Référence de publication: 2013009243/13.

(130010717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Comptoir de la Toiture S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4944 Bascharage, 10, rue du Ruisseau.

R.C.S. Luxembourg B 27.720.

—
Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 7 janvier 2013

L'assemblée a pris acte ce jour du changement d'adresse de la gérante:

Madame Nadine GOEDERT au 19, rue de la Corne du Bois à B-6717 ATTERT

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Bascharage, en double exemplaire.

Madame Nadine GOEDERT.

Référence de publication: 2013009223/13.

(130010564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Cefralu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 134.565.

—
Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 2 janvier 2013

Les Administrateurs ont pris la décision suivante:

1. Les Administrateurs décident de transférer le siège social à compter de ce 2 janvier 2013 à l'adresse suivante:

6, Rue d'Arlon

L-8399 Windhof.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013009204/13.

(130010742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Electricité Faber Diekirch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9240 Diekirch, 36, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 98.501.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013009262/10.

(130010309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Cassiopea Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 150.850.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 31 décembre 2012

L'assemblée, après lecture des lettres de démission de Messieurs Stefano De Meo, Vincent Thill et Emmanuel Briganti de leur fonction d'administrateurs, décide d'accepter leur démission avec effet immédiat.

L'assemblée nomme comme nouveaux administrateurs, avec effet immédiat, Monsieur Martin Rutledge, Monsieur Patrick Haller et Madame Christine Picco, demeurant tous professionnellement 50, Route d'Esch, L-1472 Luxembourg, leurs mandats ayant la même échéance que le mandat de leurs prédécesseurs.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Signatures

Agent administratif

Référence de publication: 2013009199/18.

(130010439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Roots Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 174.284.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twentieth of December.

Before Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Paseo Cayman, L.P., an exempted limited partnership existing under the laws of Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, having its registered office at c/o Citco Fund Services (Cayman Islands) Limited, PO Box 31106, 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman, Cayman Islands,

here represented by Ms Gaelle Schneider, maitre en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on December 19 2012, and

2. Incus Capital Iberia Opportunity Fund I, L.P., a limited partnership existing under the laws of Cayman Islands, registered with Walkers, Walker House under number WK-67687, having its registered office at 87 Mary Street, George Town, KY1-9005, Grand Cayman, Cayman Islands, here represented by Ms Gaëlle Schneider, prenamed, by virtue of a proxy, given on December 19th 2012.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated above, have requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they wish to incorporate with the following articles of association:

Preliminary section - Definitions

When used in these articles of incorporation, the following terms shall have the meanings set out below:

Advisor shall mean one or several advisor(s) appointed from time to time by Roots with a view to providing the Board of Managers and the board of managers of Roots with recommendations and advice with respect to the Investments and the operations of the Company and Roots.

Advisory Agreement means any advisory agreement that may be entered into from time to time between Roots and any Advisor.

Articles shall mean articles of association of the Company.

Board of Managers has the meaning set out in Article 15.

Business Day shall mean a day on which commercial banks are open for business in Luxembourg and in New York, United States of America other than Saturdays, Sundays, or Luxembourg or US public holidays.

Class A Manager shall mean a Manager of the Company appointed from a list of candidates submitted to the general meeting of Shareholders by the Class A Shareholder.

Class A Shareholders shall mean any holders of A Ordinary Shares.

Class B Manager shall mean a Manager of the Company appointed from a list of candidates submitted to the general meeting of Shareholders by the Class B Shareholder.

Class B Shareholders shall mean any holders of B Ordinary Shares.

Class C Manager shall mean any other Manager of the Company which is not a Class A Manager or a Class B Manager.

Company shall mean Roots Holdings Luxembourg S.à r.l.

Contribution shall mean any funding provided by any Shareholder to the Company in such form as may be agreed among the Shareholders and the Company, including in the form of equity contributions or the extension of profit participating loans.

Drawdown Request has the meaning set out in Article 14.

Final Liquidation Date has the meaning set out in Article 32.

Funding Commitment shall mean the total amount of funding that each Shareholder has irrevocably agreed to provide to the Company pursuant to any Shareholders' Agreement that may be entered into from time to time among the Class A Shareholder, the Class B Shareholder and the Company,, which shall be called by the Board of Managers from time to time.

Incorporation Date shall mean 20 December 2012, i.e. the date of incorporation of the Company before a Luxembourg notary.

Investments shall mean direct and indirect investments in performing and non-performing loans as well as commercial and residential real estate assets in Spain and Portugal.

Investment Objectives shall mean the objective to generate income by investing directly or indirectly in the Investments.

Important Decisions has the meaning set out in Article 24.

Managers has the meaning set out in Article 15.

Remaining Interest has the meaning set out in Article 32.

Roots shall mean Roots Luxembourg S.à r.l., a wholly owned subsidiary of the Company.

Shares shall mean all shares issued by the Company from time to time.

Shareholder shall mean any person which at any time becomes holder of shares of the Company.

Subsidiaries shall mean all entities which are directly or indirectly owned by the Company or Roots.

Termination Date has the meaning set out in Article 32.

Words importing the singular number include the plural and vice versa.

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owners of the Shares created hereafter and all those who may become Shareholders in future, a private limited company (société à responsabilité limitée) which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by the present Articles.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio in order to realize its Investment Objectives by, directly or indirectly, carrying out the Investments. The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

The Company may in this context guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company and Roots.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of the Investment Objectives.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company is incorporated under the name of "Roots Holdings Luxembourg S.a r.l."

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by the general meeting of its Shareholders.

A transfer of the registered office within the same municipality may be decided by a resolution of the Board of Managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares - Transfer restrictions

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) divided into:

- eight thousand three hundred and one (8,301) A Ordinary Shares, having a par value of one euro (EUR 1) each (the "A Ordinary Shares");

- four thousand one hundred ninety-nine (4,199) B Ordinary Shares, having a par value of one euro (EUR 1) each (the "B Ordinary Shares").

The rights and obligations attached to the Shares of each class, as defined in the present Articles, shall be identical, except to the extent otherwise provided by the Law or by the present Articles.

Each Share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be changed at any time by approval of a majority of Shareholders representing at least three quarters of the share capital.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. Any co-owners of a Share shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. No Shareholder may sell, assign, transfer, pledge or otherwise encumber or dispose of in any way all or any part of its interest in, or otherwise grant any interest of any kind in, any of the Shares now or in the future held by them, except with the consent of each other Shareholder and the Board of Managers.

Art. 10. Without prejudice to the provisions set out in Article 9, (i) the Shares are freely transferable among the Shareholders and (ii) each Shareholder may, subject to the approval of Shareholders representing at least three quarters of the Shares, transfer its Shares to any third party; provided that no Shareholder may unreasonably withhold its consent to a proposed transfer to an entity under common control with the transferring Shareholder.

Art. 11. Any transfer of Shares which is not made in accordance with the terms of these Articles shall be null and void.

Art. 12. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the Shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 13. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Funding commitments and Contributions

Art. 14. The Company, may, at any time, issue a written request (a "Drawdown Request") to the Shareholders to provide funds to the Company in the form of Contributions by way of wire transfer to the account specified in such Drawdown Request. The Company may not call Contributions from any Shareholder in excess of such Shareholder's Funding Commitment.

Subject to the next sentence, the amount of Contributions specified in each Drawdown Request shall be made to all Shareholders on a pro-rata basis to their respective Funding Commitments on an as-needed basis for the purposes of (i) funding Roots for the purchase of the Investments, (ii) paying fees and expenses of the Company or Roots or (iii) meeting any other working capital requirements of the Company or Roots. Any Drawdown Request for purposes of indirectly funding any expenses allocable only to one class of Shares shall be made to holders of that class of Shares only. All Funding Commitments will be drawn down in Euros.

Each Drawdown Request will specify the purpose for which such Contributions are to be used and the date on which such additional Contributions are due. In the case of a Drawdown Request in respect of an Investment, each Shareholder must indicate its acceptance or rejection of the proposed Investment and related Contribution within twelve (12) Business Days from such Shareholder's receipt of the Drawdown Request (the "Acceptance Period"). If any Shareholder rejects the proposed Investment within the Acceptance Period, the Drawdown Requests issued to the Shareholders shall be cancelled and no Contributions shall be accepted by the Company with respect to such Investment from any Shareholder; any such previously made Contributions shall be reimbursed.

If a Shareholder (a) accepts a proposed Investment within the Acceptance Period or (b) receives a Drawdown Request in respect of any other Contribution and, in each case, fails to make, in a timely manner, all or any portion of the Contribution set out in the related Drawdown Request, and such failure continues for five (5) Business Days after receipt of written notice thereof from the Company, such Shareholder shall be deemed to be in default hereunder.

D. Management

Art. 15. The Company is managed by a board of managers (the "Board of Managers") composed of three (3) classes of Managers: the "Class A Manager", the "Class B Manager" and the "Class C Manager(s)". There shall be (i) one (1) Class A Manager proposed by holder(s) of A Ordinary Shares, (ii) one (1) Class B Manager proposed by holder(s) of B Ordinary Shares and 2 (two) Class C Managers proposed upon the mutual agreement of the Class A Shareholder and Class B Shareholder (the managers being individually referred to as a "Manager" and collectively as the "Managers").

The Managers are appointed by the general meeting of Shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

Any Shareholder shall at all times have the right to replace or remove from the Board of Managers any Manager proposed by it by (i) requesting such Manager to tender its resignation or (ii) requesting a Shareholders' meeting to revoke such Manager in which case the Shareholders agree to take such reasonable actions as such relevant Shareholder may deem appropriate to cause the Shareholders' meeting to revoke such Manager. Any replacement or removal of a Manager may not occur until a suitable replacement has been proposed by the applicable Shareholder(s) and such proposed Manager is available to act as Manager on the date of removal or replacement of the outgoing Manager.

The Company will be bound in all circumstances by (i) the joint signature of at least one (1) Class A Manager, one (1) Class B Manager and one (1) Class C Manager or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the Board of Managers within the limits of such delegation.

Art. 16. The Board of Managers shall choose at all times a Class C Manager to serve as chairman. If the chairman is unable to be present at a board meeting, his place will be taken by one of the other Managers present at the meeting and designated to that effect by the Board of Managers.

The Board of Managers may also choose a secretary, who need not be a Manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the Shareholders.

In dealings with third parties, the Board of Managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose.

The Board of Managers shall meet upon call by the chairman, or two (2) Managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The meeting of the Board of Managers of the Company shall be held in Luxembourg and the Board of Managers shall hold a board meeting at least each quarter.

Written notice of any meeting of the Board of Managers must be given to the Managers at least one (1) week in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the causes of the emergency shall be set out in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each Manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Managers.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another Manager as his proxy. A Manager may represent one or more of his colleagues.

Any Manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least (i) one (1) Class A Manager, (ii) one (1) Class B Manager and (iii) one (1) Class C Manager are present or represented at a meeting of the Board of Managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the Managers present or represented at such meeting, provided that such majority must include both the Class A Manager and the Class B Manager. Notwithstanding the foregoing two sentences, any decision or action in respect of the Advisor (including in respect of the Advisory Agreement) shall require the approval of only a majority of the Class A Manager and the Class C Managers, and shall not require the consent or approval of the Class B Manager.

The Board of Managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 17. The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two Managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two Managers.

Art. 18. The death or resignation of a Manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 19. The Managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 20. The Board of Managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the Board of Managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carry-forward profits and distributable reserves, but decreased by carry-forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

E. Advisor

Art. 21. It is understood that Roots may from time to time enter into an Advisory Agreement with one or several investment advisor(s) (the "Advisor"). The board of managers of Roots will have a discretionary right to approve or reject any such recommendations or advice from the Advisor and/or to approve any transaction for execution, except that the Advisor may, on a day-to-day basis and subject to specific thresholds and parameters to be further defined in such Advisory Agreement and subject at all times to the overall control of such board of managers, have the power to take certain decisions with respect to the Investments without the prior consent of such board of managers. Notwithstanding the foregoing, no funds will be provided by the Company to Roots for the making of any Investment without the consent of each Shareholder.

The board of managers of Roots may also delegate to the Advisor certain additional day-to-day responsibilities.

The Advisor shall not take an active part in the management of the Company or of Roots and have no competence in this regard. More particularly, the Advisor shall have no power to bind the Company or Roots towards third parties, except as specifically so authorized in any applicable Advisory Agreement.

F. Collective decisions of the shareholders

Art. 22. Each Shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each Shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 23. Unless otherwise provided for in these Articles, collective decisions are only validly taken insofar they are adopted by Shareholders owning more than half of the shares.

G. Important decisions - Deadlock

Art. 24. The following "Important Decisions" shall require the prior unanimous approval of all Managers, and only to the extent required by applicable law, the Shareholders.

The "Important Decisions" are, with respect to the Company, the following (including the proposing by any member of the Board of Managers of the following):

- (i) any decision to be taken by the Company with regard to a purchase of any Investment;
- (ii) the disposition of any Investment by the Company or Roots unless the terms upon which a disposition may be effected without the consent of any Manager or Shareholder have been previously agreed among the Board of Managers, the board of managers of Roots and the Advisor with respect to such Investment;
- (iii) any decision to be taken by the Company with regard to a change of the Investment Objectives;

(iv) the admission of an entity or a person as a manager or shareholder of the Company, Roots, or any of their Subsidiaries, except with respect to transferees of Shares explicitly permitted by these Articles;

(v) any act or decision made by or on behalf of the Company, Roots, or any of their Subsidiaries derogating to these Articles;

(vi) any amendment to the governing documentation of the Company, including, for the avoidance of doubt, these Articles;

(vii) the approval by the Company of Roots' entering into, or amending of, any Advisory Agreement with any Advisor, except that the approval of the Class B Shareholders shall not be required with respect to any amendment of the Advisory Agreement;

(viii) changing the capital structure of the Company (except as contemplated by Article 7), including any decision relating to (i) the issuance of shares, warrants, rights or other securities or interests in the Company and (ii) the assets of the Company;

(ix) any borrowing made by the Company;

(x) the liquidation or winding up of the Company; and

(xi) acquiring, pledging or disposing of any assets or shares of the Company.

Art. 25. Should (i) the Shareholders at two (2) successive general meetings not be able to achieve a decision to be taken by the Shareholders or (ii) the Board of Managers at two (2) successive board meetings not be able to achieve a decision on any Important Decision to be taken by the Board of Managers, either Shareholder may organize a meeting between the respective authorized representatives of the Shareholders in order to review and discuss all outstanding issues. The Shareholders shall use their best efforts to resolve any such deadlock situation. In addition, either Shareholder may also elect to convene a third party which shall act as third-party negotiator to help resolve the deadlock situation.

H. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 26. The Company's financial year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 27. Each year on the first of January, the accounts of the Company shall be closed and the Managers shall prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 28. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. Any proceeds received directly or indirectly by the Company from any Investment shall, unless required to satisfy expenses of the Company or to satisfy the requirement set forth in the preceding sentence, be promptly distributed to the Shareholders; such proceeds may not, for the avoidance of doubt, be utilized to fund any additional Investment.

Art. 29. Any amount to be distributed by the Company to its Shareholders, by way of dividend or otherwise, shall be allocated among the Shareholders pro rata to the total amount invested by each Shareholder in the Company as Contributions at the time of the relevant distribution; provided that any fees or expenses specifically allocated to any Shares or class of Shares by these Articles (or indirectly to be borne by any such shares or class of Share under any Advisory Agreement) shall be borne solely by such Shares or class of Shares.

Art. 30. The Board of Managers may cause the Company to pay interim dividends, provided that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, and (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these Articles.

Art. 31. The share premium, if any, may be freely distributed to the Shareholder(s) by a resolution of the Shareholder(s) or of the Board of Managers, subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

I. Termination date - Dissolution - Liquidation

Art. 32. If, on January 1, 2018 (the "Termination Date"), Roots holds any unrealized Investments, the interest of the Class A Shareholder in the Company (and, indirectly, in Roots and the Investments) (the "Remaining Interest") shall be subject to the following disposition mechanic, provided that the Advisor may, with the consent of the Class A Shareholder, extend the Termination Date to such later date as may be agreed by the parties, and the following disposition mechanic shall commence as of such later date.

Within fifteen (15) days of the Termination Date, the Company shall (at the expense of the Company) obtain a valuation of the Remaining Interest performed by an independent third-party valuation agent reasonably acceptable to both Shareholders. The Class B Shareholder may thereupon offer to purchase the Class A Shareholder's Remaining Interest for a price equal to such valuation (or such higher amount as the Class B Shareholder may determine). If the Class A Sha-

reholder does not accept any such buy-out offer, or if no such buy-out offer is extended, in either case within forty-five (45) days of the Termination Date, then the Company and Roots shall commence an orderly liquidation of their respective assets that must be completed by no later six months after the Termination Date (the "Final Liquidation Date"). The Advisor shall use reasonable best efforts to cause such liquidation to be effected in such agreed time period.

Art. 33. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be Shareholders, and which are appointed by the general meeting of Shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The profits available for distribution at liquidation of the Company will be distributed in the manner set forth in Article 29.

Art. 34. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the 20 December 2012 of the Company and terminate on 31 December 2012.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and Payment

The twelve thousand five hundred (12,500) Shares issued are subscribed as follows:

- eight thousand three hundred and one (8,301) A Ordinary Shares are subscribed by Paseo Cayman, L. P., aforementioned, for the price of one euro (EUR 1) per share; and
- four thousand one hundred ninety-nine (4,199) B Ordinary Shares are subscribed by Incus Capital Iberia Opportunity Fund I, L.P., aforementioned, for the price of one euro (EUR 1) per share.

The Shares so subscribed have been fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,500).

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholders, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at Carré Bonn, 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:
 - (i) Tom Larkin, born in New Jersey, USA on February 21st 1964, Director, professionally residing at 399 Park Avenue, 6th Floor, New York, New York 10022, as the Class A Manager;
 - (ii) Andrew Newton, born in Brantford, on May 9th 1972, Director, professionally residing at Manuel Cortina, 2, piso 10, Madrid 28010, Spain, as the Class B Manager;
 - (iii) Jorrit Cromptvoets, born in Voorst on May, 16th 1976, Director, professionally residing at Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, as a Class C Manager; and
 - (iv) Ramon van Heusden, born in Nijmegen on May 7th 1967, Director professionally residing at Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, as a Class C Manager.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt décembre.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Paseo Cayman, L.P., une exempted limited partnership, constituée et existant sous les lois des Iles Cayman, enregistrée auprès du Registrar of Exempted Limited Partnerships, ayant son siège social au c/o Citco Fund Services (Cayman Islands) Limited; PO Box 31106, 89 Nexus Way, Camana Bay, Grand Cayman, Cayman Islands,

ici représentée par Madame Gaëlle Schneider, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 19 décembre 2012, et

2. Incus Capital Iberia Opportunity Fund I, L.P., une limited partnership existant sous les lois des Iles Cayman, enregistrée auprès de Walkers, Walker House, sous le numéro WK-67687, ayant son siège social au 87 Mary Street, George Town, KY1-9005, Grand Cayman, Cayman Islands, ici représentée par Madame Gaëlle Schneider, prénommée, en vertu d'une procuration donnée le 19 décembre 2012.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le mandataire des comparantes et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elles souhaitent constituer avec les statuts suivants:

Préliminaire - Définitions

Les termes utilisés dans les présents statuts à la constitution ont les significations suivantes:

Conseiller signifie un ou plusieurs conseiller(s) nommé(s) de temps à autre par Roots en vue de fournir au Conseil de Gérance et au conseil de gérance de Roots des recommandations et avis en ce qui concerne les Investissements et les opérations de la Société et de Roots.

Contrat de Conseil signifie tout contrat de conseil qui peut être conclu de temps à autre entre Roots et tout Conseiller.

Statuts signifie les statuts de la Société.

Conseil de Gérance a la signification prévue dans l'Article 15.

Jour Ouvrable signifie un jour où les banques commerciales sont ouvertes pour l'activité au Luxembourg et à New York, Etats-Unis d'Amérique autre qu'un samedi, dimanche ou jours fériés à Luxembourg et aux Etats-Unis.

Gérant Classe A signifie un Gérant de la Société nommé parmi une liste de candidats soumise à l'assemblée générale des Associés par les Associés Classe A.

Associé Classe A signifie tout détenteur des Parts Sociales Ordinaires A.

Gérant Classe B signifie un Gérant de la Société nommé parmi une liste de candidats soumise à l'assemblée générale des Associés par les Associés Classe B.

Associé Classe B signifie tout détenteur des Parts Sociales Ordinaires B.

Gérant Classe C signifie tout autre Gérant de la Société qui n'est pas un Gérant Classe A ni un Gérant Classe B.

Société signifie Roots Holdings Luxembourg S.à r.l.

Contribution signifie tout financement apporté par tout Associé à la Société sous la forme qui a pu être convenue entre les Associés et la Société, y compris sous la forme d'apport en capital ou de prolongation de prêts participatifs.

Demande de Tirage a la signification prévue dans l'Article 14.

Date Finale de Liquidation a la signification prévue dans l'Article 32. Engagement de Financement signifie le montant total de financement que chaque Associé a irrévocablement accepté d'apporter à la Société en vertu de tout Pacte d'Associés qui pourrait être conclu de temps à autre entre les Associés Classe A, les Associés Classe B et la Société, qui pourrait de temps à autre être appelé par le Conseil de Gérance.

Date de Constitution signifie 20 décembre 2012, c'est-à-dire la date de la constitution de la Société par-devant le notaire luxembourgeois. Investissements signifie des investissements directs ou indirects dans des prêts performants ou non performants ainsi que dans des actifs immobiliers à destination commerciale ou résidentielle en Espagne et au Portugal.

Objectifs d'Investissement signifie l'objectif de générer des revenus en procédant à des Investissements directs ou indirects.

Décisions Importantes a la signification prévue à l'Article 24.

Gérants a la signification prévue à l'Article 15.

Participations Restantes a la signification prévue à l'Article 32.

Roots signifie Roots Luxembourg S.à r.l., une filiale intégralement détenue par la Société.

Parts Sociales signifie les parts émises par la Société de temps à autre.

Associé signifie toute personne qui à n'importe quel moment détient des parts sociales de la Société.

Filiales désigne toutes les entités détenues directement ou indirectement par la Société ou Roots.

Date de résiliation a la signification prévue à l'Article 32. Les mots au singulier incluent le pluriel et vice versa.

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est ainsi formé entre les propriétaires actuels des Parts Sociales ci-après créées et tous ceux qui pourront devenir par la suite Associés, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou tout autre manière ainsi que la vente, l'échange ou toute autre manière de titres de tous types et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille afin de réaliser ses Objectifs d'Investissement en menant, directement ou indirectement, les Investissements.

La Société peut, excepté par voie d'appel publique à l'épargne, lever des fonds notamment en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations et d'une manière générale en émettant des titres de tout type.

La Société peut dans ce contexte garantir, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société et Roots.

La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces Objectifs d'Investissement.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société est constituée sous la dénomination «Roots Holdings Luxembourg S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des Associés.

Le transfert du siège social au sein de la même commune peut être décidé par décision du Conseil de Gérance.

Des agences ou succursales peuvent être ouvertes tant à Luxembourg qu'à l'étranger.

B. Capital social - Parts sociales - Restrictions de cession

Art. 6. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par:

- huit mille trois cent une (8.301) Parts Sociales Ordinaires A, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires A»);

- quatre mille cent quatre-vingt-dix-neuf (4.199) Parts Sociales Ordinaires B, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires B»).

Les droits et obligations attachés aux Parts Sociales de chaque classe, tel que défini dans les présents Statuts, seront identiques, sauf dérogation contraire prévue par la loi ou par les présents Statuts.

Chaque Part Sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social peut, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Tout copropriétaire indivis de parts sociales est tenu de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Aucun Associé ne peut vendre, céder, transférer, donner en gage ou autrement grever ou aliéner de quelque manière que ce soit toute ou partie de sa participation dans, ou autrement accorder un intérêt quelconque dans, toute Part Sociale qu'il détient ou détiendra, sauf avec le consentement de chaque autre Associé et du Conseil de Gérance.

Art. 10. Sans préjudice des dispositions de l'Article 9, (i) les Parts Sociales sont librement cessibles entre les Associés et (ii) chaque Associé peut, avec l'accord des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social, céder ses Parts Sociales à tout tiers, à condition qu'aucun Associé ne puisse déraisonnablement retirer son consentement à un projet de cession à une entité sous contrôle commun avec l'Associé cédant.

Art. 11. Toute cession de Parts Sociales qui ne serait pas réalisée conformément aux dispositions des présents Statuts sera considérée comme nulle et non avenue.

Art. 12. Le décès, l'interdiction, la faillite ou l'insolvabilité d'un des Associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 13. Aucun créancier, ayant droit ou héritier ne peut saisir les actifs ou les documents de la Société.

C. Engagements de financement et Contributions

Art. 14. La Société, peut à tout moment, émettre une demande écrite (une «Demande de Tirage») aux Associés de financer la Société sous forme de Contributions par voie d'un virement bancaire en faveur du compte désigné dans la

Demande de Tirage. La Société ne peut demander aux Associés d'investir un montant supérieur à leur Engagement de Financement.

Sous réserve de la phrase suivante, le montant des Contributions spécifié dans chaque Demande de Tirage sera fait auprès de tous les Associés au prorata de leurs Engagements de Financement respectifs sur une base ponctuelle aux fins (i) de financer Roots pour l'achat des Investissements, (ii) de payer les frais et dépenses de la Société ou de Roots ou (iii) de respecter toutes les autres exigences en fonds de roulement de la Société ou Roots. Toute Demande de tirage aux fins de financer indirectement tous frais attribuables à une classe de Parts Sociales seulement devra être faite aux détenteurs de cette classe de Parts Sociales uniquement. Tous les Engagements de Financement seront effectués en Euros.

Chaque Demande de Tirage mentionnera les fins auxquelles les Contributions seront utilisées et la date à laquelle ces Contributions supplémentaires sont dues.

Dans le cadre d'une Demande de Tirage relative à un Investissement, chaque Associé doit signifier son acceptation ou son refus de l'Investissement proposé et la Contribution y relative dans les douze (12) Jours Ouvrables à compter de la réception par l'Associé de la Demande de Tirage (la «Période d'Acceptation»).

Si un Associé refuse l'Investissement proposé au cours de la Période d'Acceptation, la Demande de Tirage émise aux Associées sera annulée et aucune Contribution par un Associé ne sera acceptée par la Société au regard de cet Investissement, toutes les Contributions déjà effectuées seront remboursées.

Si un Associé (a) accepte un Investissement proposé au cours de la Période d'Acceptation ou (b) reçoit une Demande de Tirage relative à tout autre Contribution et, dans chaque cas, manque de faire, en temps opportun, tout ou partie de la Contribution énoncée dans la Demande de Tirage, et si ce défaut se poursuit pendant cinq (5) Jours Ouvrables après la réception d'un avis écrit de la Société, cet Associé sera réputé en défaut en vertu des présentes dispositions.

D. Gérance

Art. 15. La Société est gérée par un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance») composé de trois (3) classes de Gérants: le «Gérant Classe A», le «Gérant Classe B» et le(s) «Gérant(s) Classe C». Le conseil comprendra (i) un (1) Gérant Classe A proposé par le(s) détenteur(s) de Parts Sociales Ordinaires Classe A, (ii) un (1) Gérant Classe B proposé par le(s) détenteur(s) de Parts Sociales Ordinaires Classe B et deux (2) Gérants Classe C proposés sur base d'un accord commun entre les Associés Classe A et les Associés Classe B (les Gérants étant individuellement référencés «Gérant» et collectivement référencés «Gérants»).

Les Gérants sont nommés par l'assemblée générale des Associés qui fixe la durée de leur mandat. Ils peuvent être révoqués à tout moment sans raison spécifique.

Tout Associé a à tout moment le droit de remplacer ou révoquer du Conseil de Gérance tout Gérant qu'il a proposé en (i) demandant audit Gérant de remettre sa démission ou (ii) en convoquant une assemblée générale des Associés pour révoquer ledit Gérant, auquel cas les Associés acceptent de prendre toutes les mesures raisonnables que l'Associé convoquant considère comme appropriées pour faire en sorte que l'assemblée générale des Associés révoque ledit Gérant.

Tout remplacement ou révocation d'un Gérant ne peut avoir lieu tant qu'un remplaçant adéquat n'a pas été proposé par l'Associé qui exerce son droit de révocation ou remplacement et le Gérant proposé en remplacement doit être disponible pour agir à la date de la suppression ou du remplacement du Gérant sortant.

La Société sera engagée en toutes circonstances par (i) la signature conjointe d'au moins un (1) Gérant Classe A, un (1) Gérant Classe B et un (1) Gérant Classe C ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir de signature a été délégué par le Conseil de Gérance et dans les limites de cette délégation.

Art. 16. Le Conseil de Gérance choisira à tout moment un Gérant Classe C qui agira en qualité de président. Si le président ne peut assister à une réunion du conseil, sa fonction sera assurée par un des autres Gérants présents à la réunion et désigné à cet effet par le Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance peut également choisir un secrétaire, qui ne doit pas être un Gérant, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des assemblées des Associés.

A l'égard des tiers, le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du président, ou deux (2) Gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La réunion du Conseil de Gérance de la Société se tiendra à Luxembourg et le Conseil de Gérance tiendra une réunion au moins chaque trimestre. Un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance doit être donné aux Gérants au moins une (1) semaine avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque Gérant par écrit, câble, télégramme, télex ou télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminé dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Tout Gérant peut agir à toute réunion du Conseil de Gérance en nommant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopieur tout autre Gérant comme mandataire. Un Gérant peut représenter un ou plusieurs de ses collègues. Tout

Gérant peut participer à toute réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou autre moyen de communication similaire où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les uns les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins (i) un (1) Gérant Classe A, (ii) un (1) Gérant Classe B et (iii) un (1) Gérant Classe C sont présents ou représentés à la réunion du Conseil de Gérance. Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion, pourvu que cette majorité soit composée à la fois du Gérant Classe A et du Gérant Classe B. Nonobstant les deux phrases précédentes, toute décision ou tout acte à l'égard du Conseiller (y compris à l'égard du Contrat de Conseil) devra recevoir l'approbation de la seule majorité du Gérant Classe A et des Gérants Classe C, et ne devra pas obtenir le consentement ou l'approbation du Gérant Classe B.

Le Conseil de Gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, câble, télégramme, télex ou télécopieur, ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout ensemble constitue le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 17. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil de Gérance seront signés par le président ou, en son absence, le vice-président, ou deux Gérants. Les copies et extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président, ou deux Gérants.

Art. 18. Le décès ou la démission d'un Gérant, pour quelque motif que ce soit, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 19. Les Gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 20. Le Conseil de Gérance peut décider de distribuer un acompte sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Conseil de Gérance montrant que la Société dispose de suffisamment de fonds pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale à constituer en vertu de la loi et des présents Statuts.

E. Conseiller

Art. 21. Il est entendu que Roots peut de temps à autre conclure un Contrat de Conseil avec un ou plusieurs conseiller(s) (le «Conseiller»). Le conseil de gérance de Roots disposera d'un droit discrétionnaire pour approuver ou rejeter les recommandations ou avis du Conseiller et/ou approuver l'exécution de toute transaction, néanmoins le Conseiller peut, au jour le jour et sous réserve de certains seuils et paramètres définis dans le Contrat de Conseil et sujet à tous moments au contrôle général du conseil de gérance, avoir le pouvoir de prendre certaines décisions relatives aux Investissements sans l'accord préalable du conseil de gérance. Nonobstant ce qui précède, aucun financement ne sera effectué par la Société en faveur de Roots pour la réalisation d'un Investissement sans le consentement de chaque Associé.

Le conseil de gérance de Roots peut déléguer au Conseiller certaines responsabilités quotidiennes supplémentaires.

Le Conseiller ne prendra pas part de façon active à la gestion de la Société et de Roots et n'a aucune compétence en la matière. Plus particulièrement, le Conseiller n'aura pas le pouvoir d'engager la Société et Roots envers les tiers, sauf autorisation spécifique mentionnée dans tout Contrat de Conseil applicable.

F. Décisions des associés

Art. 22. Chaque Associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qui lui appartient. Chaque Associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 23. Sauf disposition contraire dans les présents Statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par les Associés représentant plus de la moitié du capital social.

G. Décisions importantes - Impasse

Art. 24. Les «Décisions Importantes» suivantes nécessitent l'accord préalable unanime de tous les Gérants, et lorsque la loi le requiert, des Associés. Les «Décisions Importantes» sont, à l'égard de la Société, les suivantes (y compris la proposition de tout membre du Conseil de Gérance à propos de ce qui suit):

- (i) toute décision à prendre par la Société en ce qui concerne l'acquisition de tout Investissement;
- (ii) la vente de tout Investissement par la Société ou Roots à moins que les conditions selon lesquelles une vente peut être effectuée sans le consentement de tout Gérant ou tout Associé ont été convenues entre le Conseil de Gérance, le conseil de gérance de Roots et le Conseiller à l'égard de cet Investissement;
- (iii) toute décision à prendre par la Société en ce qui concerne une modification des Objectifs d'Investissement;
- (iv) l'acceptation d'une personne morale ou une personne physique en qualité de Gérant ou Associé de la Société, de Roots, ou de l'une de leurs Filiales, sauf lorsque les cessionnaires sont expressément permis par les présents Statuts;

(v) tout acte fait ou décision prise pour et au nom de la Société, Roots ou de toute Filiale dérogeant aux présents Statuts;

(vi) toute modification des documents sociaux de la Société, y compris, pour éviter tout doute, les présents Articles;

(vii) l'approbation par la Société de la conclusion ou la modification du Contrat de Conseil entre Roots et tout Conseiller, à l'exception de toute modification dudit Contrat de Conseil pour laquelle l'approbation des Associés Classe B n'est pas requise;

(viii) la modification de la structure capitalistique de la Société (à l'exception de ce qui est prévu à l'Article 7), comprenant toute décision relative (i) l'émission de parts sociales, warrants, droits ou autres titres ou participations dans la Société et (ii) aux actifs de la Société;

(ix) tout emprunt contracté par la Société;

(x) la liquidation ou dissolution de la Société; et

(xi) l'acquisition, la mise en gage et l'aliénation de tout actif ou parts sociales de la Société.

Art. 25. Si (i) les Associés lors de deux (2) assemblées générales successives ne sont pas en mesure de prendre une décision à prendre par les Associés ou (ii) le Conseil de Gérance lors de deux (2) conseils successifs n'est pas en mesure de prendre une décision à propos d'une Importante Décision à prendre par le Conseil de Gérance, chaque Associé peut organiser une réunion entre les représentants autorisés respectifs des Associés aux fins d'examiner et de discuter tous les points en suspens. Les Associés feront tout leur possible pour résoudre toute impasse. De plus, chaque Associé peut aussi décider de convoquer un tiers qui agira en qualité de négociateur tiers afin d'aider à résoudre la situation d'impasse.

H. Exercice social - Comptes annuels - Distribution des bénéfices

Art. 26. L'exercice social de la Société commence le premier jour de janvier de chaque année et se termine le dernier jour de décembre de la même année.

Art. 27. Chaque année le premier jour de janvier, les comptes de la Société seront clôturés et les Gérants dresseront un inventaire, comprenant l'indication de la valeur de l'actif et du passif. Chaque Associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 28. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pourcents (5 %) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à que celui-ci atteigne dix pourcents (10 %) du capital social. Tout produit perçu directement ou indirectement par la Société de tout Investissement devra, à moins qu'il ne faille satisfaire aux dépenses de la Société ou satisfaire aux exigences décrites ci-avant, être distribués aux Associés; ces produits ne pourront, pour éviter tout doute, être utilisés pour le financement d'Investissement supplémentaire.

Art. 29. Tout montant à distribuer par la Société à ses Associés, au moyen de dividendes ou autre, sera alloué entre les Associés au prorata du montant total investi par chaque Associé dans la Société en tant que Contributions au moment de la distribution concernée; pour autant que tous les frais ou toutes les dépenses spécifiquement alloués à toute Part Sociale par les présents Statuts seront individuellement supportés par les dites Parts Sociales.

Art. 30. Le Conseil de Gérance peut faire payer par la Société des acomptes sur dividendes sous réserve que (i) l'état comptable intermédiaire préparé fait apparaître que des fonds suffisants sont disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve conformément à la loi ou aux présents.

Art. 31. La prime d'émission, le cas échéant, peut être librement distribuée à(aux) Associé(s) par une décision du(des) Associé(s) ou du Conseil de Gérance, sous réserve de toute disposition légale relative à l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

I. Date finale de liquidation - Dissolution - Liquidation

Art. 32. Si au 1^{er} janvier 2018 (la «Date de résiliation») Roots détient des Investissements non réalisés, la participation de l'Associé Classe A dans la Société (et indirectement dans Roots et les Investissements) (les «Participations Restantes») sera soumise à la disposition mécanique suivante, à condition que le Conseiller puisse, avec l'accord de l'Associé Classe A, prolonger la Date de résiliation à toute date ultérieure convenue entre eux, ainsi la disposition mécanique suivante commencera à cette date.

Dans les quinze (15) jours de la Date de résiliation, la Société obtiendra (aux frais de la Société) une évaluation des Participations Restantes calculée par un mandataire tiers raisonnablement accepté par les Associés. L'Associé Classe B pourra dès lors offrir d'acquiescer les Participations Restantes pour un prix égal à cette évaluation (ou un prix supérieur tel que l'Associé Classe B peut déterminer). Si l'Associé Classe A n'accepte pas cette offre de rachat, ou si aucune offre de rachat n'est prolongée, dans tous les deux cas, dans les quarante-cinq (45) jours de la Date de résiliation, la Société et Roots entameront la liquidation des actifs qui devra être terminée pas plus tard que six (6) mois après la Date de résiliation (la «Date Finale de Liquidation»). Le Conseiller mettra tout en œuvre pour que cette liquidation soit effectuée dans cette période convenue.

Art. 33. Dans le cas d'une dissolution de la Société, la Société sera liquidée par un ou plusieurs liquidateurs, qui ne doivent pas être des Associés, et qui seront nommés par l'assemblée générale des Associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs frais. Sauf disposition contraire, les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société. Le boni de liquidation sera distribué de la manière décrite dans l'Article 29.

Art. 34. Toutes les questions non régies par les présents Statuts seront soumises aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le 20 décembre 2012 et se terminera le 31 décembre 2012.
2. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués lors du premier exercice social.

Souscription et Paiement

Toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises sont souscrites comme suit:

- huit mille trois cent une (8.301) Parts Sociales Classe A sont souscrites par Paseo Cayman, L.P., pré qualifiée, pour le prix de un (1) euro (EUR 1,-) par part sociale; and
- quatre mille cent quatre-vingt-dix-neuf (4.199) Parts Sociales Classe B sont souscrites par Incus Capital Iberia Opportunity Fund I, L.P., pré qualifiée, pour le prix de un euro (EUR 1,-) par part sociale.

Toutes les Parts Sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié par le notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est intégralement alloué au capital social.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Résolutions des associés

Les Associés constituants, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée illimitée:
 - (i) Tom Larkin, né à New Jersey, USA, le 21 février 1964, Administrateur résidant professionnellement au 399 Park Avenue, New York, New York 10022, en qualité de Gérant Classe A;
 - (ii) Andrew Newton, né à Brantford, le 9 mai 1972, Administrateur, résidant professionnellement à Manuel Cortina, 2, piso 10, Madrid 28010, Espagne, en qualité de Gérant Classe B;
 - (iii) Jorrit Cromptvoets, né à Voorst, le 16 mai 1976, Administrateur, résidant professionnellement au Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en qualité de Gérant Classe C;
 - (iv) Ramon van Heusden, né à Nijmegen, le 7 mai 1967, Administrateur, résidant professionnellement au Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en qualité de Gérant Classe C.

Dont acte, passé à Luxembourg à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande des comparantes que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande des comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparantes connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. SCHNEIDER et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 décembre 2012. LAC/2012/61853. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Releveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008855/648.

(130009560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

Rinoraines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 103.280.

L'an deux mille douze,
le quatorze décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),
a comparu:

la société «CRITERIA S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 97 199,

ici représentée par Monsieur Gabriel JEAN, juriste, avec adresse professionnelle au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange,

agissant en sa qualité de gérant avec pouvoir de signature individuelle de la prédite société avec pouvoir de seule signature.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit ci-avant, est l'actionnaire unique (l'«Actionnaire») de la société «RINORAINES S.A.» (la «Société») une société anonyme, établie et ayant son siège social actuel au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 103 280, constituée suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné, en date du 24 septembre 2004, lequel acte fut publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») en date du 02 décembre 2004, sous le numéro 1236 et page 59306.

Les statuts de la Société ne furent jamais modifiés depuis lors.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit ci-avant, agissant en sa qualité d'actionnaire unique et représentant ainsi l'intégralité du capital social actuellement fixé à TRENTE-SIX MILLE EUROS (36.000,- EUR) représenté par cent (100) actions ordinaires d'une valeur nominale de TROIS CENT SOIXANTE EUROS (360,- EUR) chacune, toutes intégralement libérées, a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire DECIDE de transférer, avec effet immédiat, le siège social et administratif de la Société du 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg vers 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Deuxième résolution

L'Actionnaire DECIDE d'accepter la démission des trois (3) administrateurs et de l'administrateur-délégué actuellement en fonctions et DECIDE de même de leur accorder pleine et entière décharge pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs jusqu'à ce jour.

Troisième résolution

L'Actionnaire DECIDE de nommer aux fonctions de seul et unique administrateur, la personne suivante:

Madame Catherine DE WAELE, employée privée, née à Charleroi (Belgique), le 25 avril 1966, avec adresse professionnelle au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange.

Le mandat de l'administrateur unique prendra fin à l'assemblée générale amenée à se prononcer sur les comptes de l'année 2016.

Toutefois son mandat expirera à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Quatrième résolution

L'Actionnaire DECIDE de procéder à une refonte complète des statuts de la Société afin de refléter le prédit transfert de siège et en sus de les mettre en concordance avec la loi du 25 août 2006 modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et plus particulièrement la faculté pour la Société d'avoir un seul actionnaire et la possibilité d'un administrateur unique, sans néanmoins toucher à son objet social, ni à son capital social et ni à sa forme juridique, qui demeurera une société anonyme:

Les nouveaux articles des statuts refondus auront désormais la teneur suivante:

I. Nom, Durée, Objet, Siège Social

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme luxembourgeoise, sous la dénomination de «RINORAINES S.A.» (ci-après la «Société»).

Art. 2. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut enfin acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, immobilières, financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à TRENTE-SIX MILLE EUROS (36.000,- EUR) représenté par cent (100) actions ordinaires d'une valeur nominale de TROIS CENT SOIXANTE EUROS (360,- EUR) chacune, toutes intégralement libérées,

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des Actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier mercredi du mois de juin de chaque année à 09.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'Administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la Société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi."

DONT ACTE, passé à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le même représentant a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: G. JEAN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 décembre 2012. Relation: EAC/2012/16972. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013008866/216.

(130009734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2013.

BlueBay Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 88.020.

In the year two thousand twelve, on the seventeenth of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg City.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of "BlueBay Funds" ("the company"), a public limited company ("société anonyme") having its registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653, Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 88-020. The Fund has been incorporated under the form of a "société d'investissement à capital variable" by a notarial deed of 3 July 2002 published in the Mémorial C number 1143 of 29 July 2002. The Articles of Incorporation have been amended for the last time by a notarial deed of November 31st, 2011, published in the Mémorial C number 3051 of December 13, 2011.

The meeting was opened under the chairmanship of Mrs. Fabienne Moreau, Jurist, professionally residing in Luxembourg,

who appointed as secretary, Laura Archange, jurist, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Evelyne Denis, professionally residing in Luxembourg.

After the constitution of the board of the meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

A. The present meeting has been called pursuant to a convening notice.

B. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, as well as the number of Shares held by each shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the board of the meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith.

C. As a first meeting with the same agenda has been held on the 30th October 2012, no quorum is required for the present meeting and the resolutions on each item of the agenda have to be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly cast at the meeting.

D. All the shares being registered shares, convening notices have been sent by registered mail to each registered shareholders on 29th November 2012.

E. The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

I. Approval of the following amendment to the Articles to reflect legislative changes

The definition of U.S. persons may be subject to upcoming legal and regulatory developments, in particular due to the implementation of the US Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA").

As a result, the last paragraph of Article 8 shall be amended to read as follows:

"Whenever used in these Articles, the term "U.S. Persons" shall have the definition provided within the Prospectus from time to time in force."

II. Approval of the following amendment to the Articles to provide that any subscription not settled within the appropriate timeframe may be cancelled at the discretion of the Board of Directors

The second and third paragraphs of Article 10 shall be amended to read as follows:

"The price thus determined shall be payable within three (3) Luxembourg bank business days after the date as at which the applicable net asset value is determined. The Board of Directors, at its sole discretion, reserves the right to cancel any subscriptions in respect of which timely settlement is not made.

All new shares issued are entitled to the same rights as the existing shares on the issue date."

III. Approval of the following amendment to the Articles to reflect the provisions of the Law of 2010

The Law of 2010 allows a sub-fund of a UCITS to invest in one or several other sub-funds ("the Target Fund(s)") of that UCITS. At the present time, all of the sub-funds of the Company are single strategy sub-funds. The Board of Directors is of the opinion that the change introduced by the Law of 2010 would enable the creation of multi-strategy sub-funds which could actively allocate their investments into combinations of the existing (and future) single-strategy sub-funds of the Company. The Board of Directors is also of the opinion that these could represent attractive investment vehicles for existing and future investors in the Company and therefore recommends adopting a provision to allow the creation of this type of sub-fund. The Board of Directors does not intend to use this provision to change the investment policies of any of the existing sub-funds of the Company. The Law of 2010 provides certain limitations on investments in Target Funds, which are reflected in the following amendment to the fifth paragraph of Article 22:

"(v) shares of another Sub-Fund (the "Target Sub-Fund") provided that:

A. the Target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this Target Sub-Fund; and

B. no more than 10% in aggregate of the assets of the Target Sub-Fund may be invested in units of other UCIs; and

C. voting rights attached to the relevant shares of the Target Sub-Fund are suspended for as long as they are held by such Sub-Fund, without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and

D. for as long as the relevant shares of the Target Sub-Fund are held by another Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Fund for the purposes of verifying the minimum capital as set out in Article 5; and

E. there is no duplication of management, performance, subscription or redemption fees applied by the Target Sub-Fund and the investing Sub-Fund."

IV. Approval of the following amendment to the Articles to reflect the provisions of UCITS IV Directive 2009/65/EC (the "UCITS IV Directive"), which has been transposed in Luxembourg by the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended from time to time (the "Law of 2010")

The UCITS IV Directive introduced the possibility of using master/feeder structures, allowing a feeder fund to depart from the general investment diversification rules. The justification for such exemption is that the feeder fund invests all or almost all of its assets into the diversified portfolio of the master fund.

In this context, the circumstances under which the Board of Directors is authorised to temporarily suspend the calculation of the net asset value of one or more Sub-Funds and/or Classes requires clarification. Therefore the second paragraph of Article 22 shall be amended to read as follows:

"(ii) shares or units of other UCITS and UCIs, including shares or units of a master fund qualified as a UCITS;

No Sub-Fund will invest more than 10% in aggregate of its net asset value in units/shares of other UCITS or other UCIs unless otherwise explicitly stated in the Prospectus in respect of any specific Sub-Fund(s). In particular, the Prospectus may allow the investment in units of a master fund qualifying as a UCITS provided that the relevant Sub-Fund invests at least 85% of its net asset value in units/shares of such master fund and that such master fund shall neither itself be a feeder fund nor hold units/shares of a feeder fund."

In addition, paragraph (f) of Article 11 shall be amended as follows:

"(f) following the suspension of the calculation of the net asset value per share/unit at the level of a master fund in which the Sub-Fund invests in its capacity as feeder fund of such master fund, to the extent applicable."

The following paragraph shall also be added to the end of Article 11:

"The Fund may suspend the issue and redemption of its shares from its shareholders, as well as the conversion from and to shares of each class, following the suspension of the issue, redemption and/or conversion at the level of a master fund in which the Fund invests in its capacity as a feeder fund of such master fund, to the extent applicable."

V. Amendment of Article 22 in order to introduce the possibility for any sub-fund of the Company to employ techniques and instruments for investment purposes.

The last paragraph of Article 22 shall be amended to read as follows:

"The Fund is authorized (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management, (ii) to employ techniques and instruments for hedging purposes in the context of the management of its assets and liabilities and (iii) to employ techniques and instruments for investment purposes."

VI. Miscellaneous

F. After deliberation, the meeting took the following resolution:

Resolution

The Meeting decides to approve the above amendments to the Articles.

There was no quorum requirement for the Meeting and resolution in order to be adopted, must be carried out by at least two-thirds of the votes cast.

Pursuant to the attendance list, votes in favour of the resolutions were expressed (number of 27,814,927 shares represented for the first resolution, number of 27,665,464 shares represented for the second resolution, number of 27,553,385 shares represented for the third and fourth resolutions and number of 6,956,610 shares represented for the fifth resolution) and no vote against these same resolutions were expressed.

The present meeting decides that the above amendments shall come into force on 17 December 2012 and that the Articles shall read as follows in the English language only:

Chapter 1. Name, Duration, Purpose, Registered office

Art. 1. Name. Among the subscribers and all those who shall become shareholders there exists a company in the form of a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company ("société d'investissement à capital variable") under the name "BLUEBAY FUNDS" (hereinafter the "Fund").

Art. 2. Duration. The Fund has been set up for an undetermined period.

Art. 3. Purpose. The sole purpose of the Fund is to invest the funds available to it in various transferable securities or other financial assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Fund may take any steps and carry out any transactions that it deems useful for the achievement and development of its purpose to the full extent allowed by part I of the law dated 17 December, 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time (the "2010 Law").

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Fund (the "Registered Office") is established in Luxembourg. Branches or offices may be created by resolution of the board of directors of the Fund (the "Board of Directors") either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

The Board of Directors may decide to transfer the Registered Office of the Fund within the same municipality, or from a municipality to another municipality within the Grand-Duchy of Luxembourg, if and to the extent permitted by Luxembourg law and practice relating to commercial companies.

If the Board of Directors deems that extraordinary events of a political or military nature, likely to jeopardize normal activities at the Registered Office or smooth communication with this Registered Office or from this Registered Office with other countries have occurred or are imminent, it may temporarily transfer this Registered Office abroad until such time as these abnormal circumstances have fully ceased. However, this temporary measure shall not affect the Fund's nationality, which notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, shall remain a Luxembourg company.

Chapter 2. Capital, Variations in Capital, Features of the shares

Art. 5. Capital. The capital of the Fund shall be represented by shares of no par value and will, at any time, be equal to the net assets of the Fund.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different sub-funds of the Fund (the "Sub-Fund(s)") and the proceeds of the issue of shares of each Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 22 hereof in transferable securities or other financial assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Sub-Fund.

The Board of Directors reserves itself the right to create new Sub-Funds and to fix the investment policy of these Sub-Funds.

The Board of Directors may further decide to create within each Sub-Fund two or more classes (the "Class(es)") whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned but where a specific sales and redemption charge structure, fee structure, minimum subscription amount, reference currency or dividend policy, or any other specificity as may be determined by the Board of Directors from time to time and may be applied to each Class.

The minimum capital of the Fund shall be, as provided by law, one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000.00).

For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed into euro, be converted in euro and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds.

The annual general meeting of shareholders of any Sub-Fund (the "Annual General Meeting"), pursuant to Article 30 of these articles of incorporation of the Fund (the "Articles"), may reduce the capital of the Fund by cancellation of the shares of any Sub-Fund and refund to the shareholders of such Sub-Fund the full value of the shares of the Sub-Fund.

Art. 6. Variations in capital. The amount of capital shall be equal to the value of the Fund's net assets. It may also be increased as a result of the Fund issuing new shares and reduced following repurchases of shares by the Fund at the request of shareholders.

Art. 7. Shares. Shares in each Sub-Fund will be generally issued in registered form only. However, at the discretion of the Board of Directors of the Fund, shares in any of the Sub-Funds may be issued in bearer form if stipulated in the prospectus of the Fund (the "Prospectus").

For shares issued in registered form, a confirmation of registration in the shareholders' register will be sent to shareholders. No registered share certificates will be issued.

Bearer shares will be available in such denominations as decided by the Board of Directors of the Fund and stipulated in the Prospectus, at their discretion.

Fractions of registered shares shall be issued, up to three (3) decimal places.

Shares must be fully paid up and are without par value.

The register of shareholders of the Fund (the "Register of Shareholders") is kept in Luxembourg at the Registered Office of the custodian bank of the Fund (the "Custodian Bank") or at such other location designated for such purpose by the Board of Directors.

There is no restriction on the number of shares which may be issued.

The rights attached to shares are those provided for in the Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended to the extent that such law has not been superseded by the 2010 Law. All entire shares of the Fund, whatever their value, have an equal voting right. All the shares of the Fund have an equal right to the liquidation proceeds and distribution proceeds.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, the person entitled to such fraction shall not be entitled to vote in respect of such fraction, but shall, to the extent the Fund shall determine as to calculation of fractions, be entitled to dividends or other distributions on a prorata basis.

Registered shares may be transferred by remittance to the Fund of a written statement of transfer, dated and signed by the transferor and transferee, or by their proxies who shall evidence the required powers. Upon receipt of these documents satisfactory to the Board of Directors, transfers will be recorded in the Register of Shareholders.

All registered shareholders shall provide the Fund with an address to which all notices and information from the Fund may be sent. The address shall also be indicated in the Register of Shareholders.

If a registered shareholder does not provide the Fund with an address, this may be indicated in the Register of Shareholders, and the shareholder's address shall be deemed to be at the Fund's Registered Office or at any other address as may be fixed periodically by the Fund until such time another address shall be provided by the shareholder. Shareholders may change at any time the address indicated in the Register of Shareholders by sending a written statement to the Registered Office of the Fund, or to any other address that may be set by the Fund.

Shares may be held jointly, however, the Fund shall only recognize one person as having the right to exercise rights in relation to each of the Fund's shares. Unless the Board of Directors agrees otherwise, the person entitled to exercise such rights will be the person whose name appears first in the subscription form or, in the case of bearer shares, the person who is in possession of the relevant share certificate.

Art. 8. Limits on ownership of shares. The Fund may restrict or prevent the ownership of shares in the Fund by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Fund such holding may be detrimental to the Fund, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Fund may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board of Directors being herein referred to as "Prohibited Persons") and if stipulated in the Prospectus.

For such purposes the Fund may:

A. decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B. at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the Register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C. decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Fund; and

D. where it appears to the Fund that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Fund evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Fund may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Fund shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Fund. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Fund the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice; in the case of registered shares, his name shall be removed from the Register of Shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant Sub-Fund as at the Valuation Date specified by the Board of Directors for the repurchase of shares in the Fund next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 10 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the repurchase price of the shares of the relevant Sub-Fund and will be deposited for payment to such owner by the Fund with the custodian bank or at the request of such former owner elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Fund or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any redemption proceeds

receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant Sub-Fund or Sub-Funds. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Fund.

(4) The exercise by the Fund of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Fund at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Fund in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to shares of the Fund issued in connection with the incorporation of the Fund while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Fund.

U.S. Persons as defined in this Article may constitute a specific category of Prohibited Persons.

Where it appears to the Fund that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Fund may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any shareholder all shares held by such shareholder without delay. In such event, Clause D (1) here above shall not apply.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. Persons" shall have the definition provided within the Prospectus from time to time in force.

Chapter 3. Net asset value, Issues, Repurchases and conversion of shares, Suspension of the Calculation of net asset value, Issuing, Repurchasing and converting shares

Art. 9. Net Asset Value. The net asset value per share of each Sub-Fund/Class shall be determined from time to time, but in no instance less than twice monthly, in Luxembourg, under the responsibility of the Board of Directors (the date of determination of the net asset value is referred to in these Articles as the "Valuation Date").

The net asset value per share of each Sub-Fund/Class shall be expressed in the reference currency of the relevant Sub-Fund/Class.

The net asset value per share of a Sub-Fund/Class is determined by dividing the net assets of the Fund corresponding to the Sub-Fund/Class, being the value of the assets of the Fund corresponding to the Sub-Fund/Class less the liabilities attributable to the Sub-Fund/Class, by the number of shares of the relevant Sub-Fund/Class outstanding and shall be rounded up or down to the nearest whole unit of the reference currency of the relevant Sub-Fund/Class. For the avoidance of doubt, the unit of a reference currency is the smallest unit of that currency (e.g. if the reference currency is euro, the unit is the cent).

If, since the last Valuation Date, there has been a material change in the quotations on the stock exchanges or markets on which a substantial portion of the investments of the Fund attributable to a particular Sub-Fund/Class are quoted or dealt in, the Fund may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The value of the assets of the Fund shall be determined as follows:

(a) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(b) the value of transferable securities and money market instruments and any other assets which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be based on the latest available closing price, and transferable securities and money market instruments and any other assets traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities;

The value of money market instruments not listed or dealt in on any regulated market, stock exchange, or any other regulated market and with remaining maturity of less than 12 months may be valued by the amortised cost method, which approximates market value.

(c) for non-quoted assets or assets not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market, as well as quoted or non-quoted assets on such other market for which no valuation price is available, or assets for which the quoted prices are not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith by the Board of Directors on the basis of foreseeable purchase and sale prices;

(d) the Board of Directors may authorise the use of the amortised cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security or other instrument. While this method provides certainty in valuation, it may result in periods during which value as determined by amortised cost, is higher or lower than the price the Sub-Fund would receive if it sold the securities. This method of valuation will only be used in accordance with Committee of European Securities Regulators (CESR) (now ESMA) guidelines concerning eligible assets for investments by UCITS and only with respect to

securities with a maturity at issuance or residual term to maturity of 397 days or less or securities that undergo regular yield adjustments at least every 397 days.

(e) shares or units in underlying open-ended UCIs shall be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Board of Directors on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued at their last available stock market value;

(f) money market instruments with a remaining maturity of less than ninety days at the time of purchase or securities whose applicable interest rate or reference interest rate is adjusted at least any ninety days on the basis of market conditions shall be valued at cost plus accrued interest from its date of acquisition, adjusted by an amount equal to the sum of (i) any accrued interest paid on its acquisition and (ii) any premium or discount from its face amount paid or credited at the time of its acquisition, multiplied by a fraction the numerator of which is the number of days elapsed from its date of acquisition to the relevant Valuation Day and the denominator of which is the number of days between such acquisition date and the maturity date of such instruments;

(g) money market instruments with a remaining maturity of more than ninety days at the time of purchase shall be valued at their market price. When their remaining maturity falls under ninety days, the Board of Directors may decide to value them as stipulated above.

(h) liquid assets may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortized cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner.

(i) the liquidating value of futures, forward and options contracts not traded on exchanges or on other regulated markets and/or regulated market shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts traded on exchanges or on other regulated markets and/or regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and regulated markets and/or other regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Fund; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors may deem fair and reasonable.

(j) the value of a credit default swap shall be determined by comparing it to the prevailing par market swap. A par market swap is one which can be initiated in the market today for no exchange of principal, and its deal spread is such that it results in the swap's market value being equal to zero. The spread between the initial default swap and the par market swap is then discounted as an annuity using relevant risk-adjusted discount rates. Par market swap rates will be obtained from a cross-section of market counterparties. Any other swaps shall be valued at their market value.

The Fund is authorized to apply other appropriate valuation principles for the assets of the Fund and/or the assets of a given Class if the aforesaid valuation methods appear impossible or inappropriate due to extraordinary circumstances or events in order to reflect better the probable realisation value established with prudence and good faith.

The value of assets denominated in a currency other than the reference currency of a Sub-Fund shall be determined by taking into account the rate of exchange prevailing at the time of the determination of the net asset value.

The value of the Fund's assets is determined on the basis of information received from various pricing sources as pricing and valuations from the Board of Directors, effected prudently and in good faith.

In circumstances where, for any reason, the value of any asset(s) of the Fund may not be determined as rapidly and accurately as required, as well as in circumstances where one or more pricing sources fail to provide valuations to the Fund, the Board of Directors is authorized not to proceed with the valuation of the assets of the Fund, rendering the calculation of subscription and redemption prices impossible. The Board of Directors may then decide to suspend the net asset value calculation, in accordance with the procedures set out in the section entitled "Suspension of the calculation of net asset value, of the issuing, repurchasing and converting of shares".

II. The Fund's commitments shall include:

1. all loans, due bills and other suppliers' debts;
2. all known obligations, due or not, including all contractual obligations falling due and incurring payment in cash or in kind (including the amount of dividends declared by the Fund but not yet distributed);
3. all reserves authorised or approved by the Board of Directors, in particular those set up as a means of meeting any potential loss on certain investments by the Fund; and
4. all other commitments undertaken by the Fund, with the exception of those represented by the Fund's own resources. In valuing the amount of other commitments, all expenses incurred by the Fund will be taken into account and include:

(a) upfront costs (including the cost of drawing up and printing the Prospectus, the Key Investor Information Document (the "KIID"), notarial fees, fees for registration with administrative and stock exchange authorities and any other costs relating to the incorporation and launch of the Fund and to registration of the Fund in other countries), and expenses related to subsequent amendments to the Articles;

(b) the fees, including performance fees, and/or expenses of the Investment Manager(s) and Adviser(s), the Custodian Bank, including the correspondents (clearing or banking system of the Custodian Bank to whom the safekeeping of the Fund's assets have been entrusted), domiciliary agents and all other agents of the Fund as well as the sales agent(s) under the terms of any agreements with the Fund;

(c) legal expenses and annual audit fees incurred by the Fund,

(d) advertising and distribution costs;

(e) printing costs, translation (if necessary), publication and distribution of the half-yearly report and accounts, the certified annual accounts and report and all expenses incurred in respect of the Prospectus, the KIID, and publications in the financial press;

(f) costs incurred by meetings of shareholders and meetings of the Board of Directors;

(g) attendance fees (where applicable) for the Directors and reimbursement to the Directors of their reasonable travelling expenses, hotel and other disbursements inherent in attending meetings of Directors or administration committee meetings, or general meetings of shareholders of the Fund;

(h) fees and expenses incurred in respect of registration (and maintenance of the registration) of the Fund (and/or each Sub-Fund) with the public authorities or stock exchanges in order to license product selling or trading irrespective of jurisdiction;

(i) all taxes and duties levied by public authorities and stock exchanges;

(j) all other operating expenses, including licensing fees due for utilisation of stock indices and financing, banking and brokerage fees incurred owing to the purchase or sale of assets or by any other means;

(k) all other administrative expenses.

In order to evaluate the extent of these commitments, the Fund will keep account pro rata temporis of administrative or other expenses which are of a regular or periodic nature.

III. There shall be established a pool of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(a) the proceeds from the issue of shares of each Sub-Fund shall be applied in the books of the Fund to the pool of assets established for that Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Fund to the same pool as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant pool;

(c) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool provided that all liabilities, whatever pool they are attributable to, shall unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Fund as a whole,

(d) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be equally divided between all the pools or, insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the pools pro rata to the net asset values of the relevant Sub-Funds;

(e) upon the payment of dividends to the shareholders in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

As stated above, the Board of Directors may decide to create within each Sub-Fund one or more Classes whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned but where a specific sales or redemption charge structure, fee structure, minimum subscription amount, reference currency or dividend policy, or any other specificity as may be determined by the Board of Directors from time to time and may be applied to each Class. A separate net asset value, which will differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class. If one or more Classes have been created within the same Sub-Fund, the allocation rules set out above shall apply, as appropriate, to such Classes.

IV. Pooling

1. The Board of Directors may decide to invest and manage all or any part of the pool of assets established for two or more Sub-Funds (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such asset pool ("Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board of Directors may from time to time make further transfers to the Asset Pool. They may also transfer assets from the Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be contributed to an Asset Pool concerned. The provisions of sub-paragraphs (b), (c) and (d) of Section III of this Article shall apply to each Asset Pool as they do to a Participating Fund.

2. All decisions to transfer assets to or from an Asset Pool (hereinafter referred to as "transfer decisions") shall be notified forthwith by facsimile or in writing to the Custodian Bank of the Fund stating the date and time at which the transfer decision was made.

3. A Participating Fund's participation in an Asset Pool shall be measured by reference to national units ("units") of equal value in the Asset Pool. On the formation of an Asset Pool the Board of Directors shall in its discretion determine

the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the directors consider appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or value of other assets) contributed. Fractions of units, calculated to three decimal places, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

4. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board of Directors considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realizing securities or other assets of the Asset Pool.

5. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Asset Pool at any time and the net asset value of the Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of this Article provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

6. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective participation in the Asset Pool at the time of receipt. On the dissolution of the Fund the assets in an Asset Pool will (subject to the claims of creditors) be allocated to the Participating Funds in proportion to their respective participation in the Asset Pool.

V. As regards relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity, generating without restriction its own contributions, capital gains and capital losses, fees and expenses. The Fund constitutes a single legal entity, however, with regard to third parties, in particular towards the Fund's, creditors each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

VI. Each of the Fund's shares in the process of being repurchased shall be considered as a share issued and existing until the close of business on the Valuation Date applied to the repurchase of such share and its price shall be considered as a liability of the Fund from the close of business on this date and this until the price has been paid.

Each share to be issued by the Fund in accordance with subscription applications received shall be considered as issued from the close of business on the Valuation Date of its issue price and its price shall be considered as an amount owed to the Fund until it has been received by the Fund.

Art. 10. Issuing, repurchasing and converting shares. The Board of Directors is authorized to issue, at any time, additional shares that shall be fully paid up, at the price of the respective net asset value per share of the Sub-Fund (or Class), as determined in accordance with Article 9 of the Articles, plus a possible subscription fee determined by the Prospectus.

The price thus determined shall be payable within three (3) Luxembourg bank business days after the date as at which the applicable net asset value is determined. The Board of Directors, at its sole discretion, reserves the right to cancel any subscriptions in respect of which timely settlement is not made.

All new shares issued are entitled to the same rights as the existing shares on the issue date.

The Fund may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation, if applicable, to deliver a valuation report from the authorised auditor of the Fund ("réviseur d'entreprises agréé"). The securities to be delivered by way of a contribution in kind must correspond to the investment policy and restrictions of the Sub-Fund to which they are contributed. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant shareholders.

The Board of Directors may, in its discretion, scale down or refuse to accept any application for shares and may, from time to time, determine minimum holdings or subscriptions of shares of any Sub-Fund/Class of such number or value thereof as it may think fit. When issuing new shares, no preferential rights of subscription will be given to existing shareholders.

Any shareholder is entitled to apply to the Fund for the repurchase of all or part of its shares. The repurchase price shall normally be paid within three (3) Luxembourg bank business days after the date at which the net asset value of the assets is fixed and shall be equal to the net asset value of the shares as determined in accordance with the provisions of the above Article 9, less a possible repurchase charge as fixed in the Fund's sales documents. All repurchase applications must be presented in writing by the shareholder to the Fund's Registered Office in Luxembourg or to another company duly mandated by the Fund for the repurchase of shares.

If as a result of any request for repurchase, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any Sub-Fund/Class would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Fund may decide that this request be treated as a request for repurchase for the full balance of such shareholder's holding of shares in such Sub-Fund/Class.

The Fund shall have the right, if the Board of Directors so determines, and with the express consent of the relevant shareholder, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder in specie by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets in such Class or Classes equal in value (as calculated in the manner described in Article 9 hereof) as of the Valuation Date on which the redemption price is determined to the value of the shares to be

redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Class or Classes and the valuation used shall be confirmed, as applicable, by a special report of the authorised auditor of the Fund. The costs of any such transfers shall be borne by the shareholder.

Any shareholder is entitled to apply the conversion of shares of one Sub-Fund/Class held by him into shares of another Sub-Fund/Class. By applying the conversion method set out in the Prospectus, shares of one Sub-Fund/Class shall be converted into shares of another Sub-Fund/Class on the basis of the respective net asset values per share of the different Sub-Funds/Classes, calculated in the manner stipulated in Article 9 of these Articles.

The Board of Directors may set such restrictions it deems necessary as to the frequency of conversion. It may subject conversion to the payment of reasonable costs which amount shall be determined by it.

Further, if on any given Valuation Date, repurchase requests and conversion requests pursuant to this Article exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund being not less than 10% thereof, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for repurchase or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interest of the Fund. On the next Valuation Date following that period, these repurchase and conversion requests will be met in priority to later requests.

Applications for shares and requests for redemption or conversion must be received at the Registered Office of the Fund or at the offices of the establishments appointed for this purpose by the Board of Directors. The Board of Directors may delegate the task of accepting applications for shares and requests for redemption or conversion, and delivering and receiving payment in respect of such transactions, to any duly authorised person.

Shares repurchased by the Fund shall be cancelled.

Art. 11. Suspension of the calculation of net asset value, of the issuing, repurchasing and converting of shares. The Board of Directors is authorized to temporarily suspend the calculation of the net asset value of one or more Sub-Funds/Classes of the Fund as well as the issue, repurchase and conversion of shares under the following circumstances:

(a) any period when any of the principal markets or stock exchange on which a substantial portion of the investments of the Sub-Fund concerned is quoted or dealt in, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

(b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets of the Sub-Fund concerned would be impracticable; or

(c) any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of the assets of the Sub-Fund concerned or the current prices or values on any market or stock exchange; or

(d) any period when the Fund is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange; or

(e) any other circumstance or circumstances beyond the control and responsibility of the Board of Directors where a failure to do so might result in the Fund or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Fund or its shareholders might not otherwise have suffered; or

(f) following the suspension of the calculation of the net asset value per share/unit at the level of a master fund in which the Sub-Fund invests in its capacity as feeder fund of such master fund, to the extent applicable. The relevant Sub-Fund may suspend the issue and redemption of its shares from its shareholders, as well as the conversion from and to shares of each class, following the suspension of the issue, redemption and/or conversion at the level of a master fund in which such Sub-Fund invests in its capacity as a feeder fund of such master fund, to the extent applicable.

Any such suspension shall be notified to the investors or shareholders affected, i.e. those who have made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended. If appropriate, the suspension of the calculation of the net asset value shall be published by the Fund.

Suspended subscription, repurchase and conversion applications shall be processed on the first Valuation Date after the suspension ends.

Suspended, repurchase and conversion applications may be withdrawn by means of a written notice, provided the Fund receives such notice before the suspension ends.

In the case where the suspension of the net asset value exceeds a certain period determined by the Board of Directors, all shareholders of the relevant Sub-Fund will be personally notified.

Chapter 4. General meetings

Art. 12. Generalities. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Fund shall represent all the Fund's shareholders. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Fund regardless of the class of shares held by them. It has the broadest powers to organize, carry out or ratify all actions relating to the Fund's transactions.

Art. 13. Annual General Meetings. The Annual General Meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg, at the Registered Office of the Fund or any other location in Luxembourg that shall be

indicated in the convening notice, on the last Tuesday of the month of October at 11.00 am. If this date is not a Luxembourg bank business day, the Annual General Meeting shall be held on the next Luxembourg bank business day. The Annual General Meeting may be held abroad if the Board of Directors states at its discretion that this is required by exceptional circumstances.

Other meetings of shareholders shall be held at the time and location specified in the notices of the meeting.

Art. 14. Organization of meetings. The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

The quorums and delays required by Luxembourg law shall govern the notice of the meetings and the conduct of the meetings of shareholders unless otherwise provided by these Articles.

Each entire share is entitled to one vote, whatever the Sub-Fund to which it belongs and whatever its net asset value, in compliance with Luxembourg law and these Articles. Each shareholder may participate in the meetings of shareholders by appointing in writing, via a cable, telegram, or facsimile, another person as his or her proxy, who need not be a shareholder and who may be a Director.

Insofar as the law or these Articles do not stipulate otherwise, the decisions of duly convened general meetings of shareholders shall be taken on the simply majority of the votes validly cast of shareholders present or represented, regardless of the portion of share capital represented. Abstention and nihil vote shall not be taken into account.

The Board of Directors may set any other conditions to be fulfilled by shareholders in order to participate in meetings of shareholders.

The shareholders of a specified Sub-Fund may, at any time, hold general meetings with the aim of deliberating on a subject which concerns only this Sub-Fund.

Unless otherwise stipulated by law or in the present Articles, the decisions of the general meeting of shareholders of a specified Sub-Fund will be reached by a simple majority of the votes validly cast of the shareholders present or represented, regardless of the portion of share capital represented. Abstention and nihil vote shall not be taken into account.

Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Fund's Registered Office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Fund which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Fund shall only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

Art. 15. Convening General Meetings. Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors. A general meeting may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Fund. A notice setting forth the agenda shall be sent to all registered shareholders by mail, at least eight days before the meeting, at the address indicated in the Register of Shareholders. No evidence of the giving of such notice to registered shareholders is required by the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

Shareholders representing at least one tenth of the share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such a request must be sent to the Registered Office of the Fund by registered mail five days at the latest before the relevant meeting.

If bearer shares are issued, insofar as is provided by law, the notice shall also be published in the "Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations" (Official Gazette), in one or more Luxembourg newspapers and in any other newspaper determined by the Board of Directors.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The holders of bearer shares are obliged, in order to be admitted to the general meetings, to deposit their share certificates with an institution specified in the convening notice at least five days prior to the date of the meeting.

Chapter 5. Administration and management of the Fund

Art. 16. Administration. The Fund shall be administered by a Board of Directors composed of at least three members. The members of the Board of Directors are not required to be shareholders of the Fund.

Art. 17. Duration of the function of directors, renewal of the Board of Directors. The Directors shall be elected by the Annual General Meeting for a maximum period of six years provided, however, that a director may be revoked at any time, with or without ground, and/or replaced upon a decision of the shareholders.

In the event an elected Director is a legal entity, a permanent individual representative thereof should be designated as member of the Board of Directors. Such individual is submitted to the same obligations than the other Directors.

If the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors shall meet and elect, by majority vote, a director to temporarily fulfil such vacancy until the next meeting of shareholders. The shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 18. Office of the Board of Directors. The Board of Directors may choose among its members a chairman and may elect, among its members, one or several vice-chairmen. It may also appoint a secretary who is not required to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as of shareholders.

Art. 19. Meetings and resolutions of the Board of Directors. Either the chairman or any two directors may at any time summon a meeting of the Directors by notice in writing to every director which notice shall set forth the general nature of the business to be considered and the place at which the meeting is to be convened.

The chairman of the Board of Directors shall preside all the general meetings of shareholders and the meetings of the Board of Directors, but in his absence, the general meeting or the Board of Directors may appoint, with a majority vote, another director, and in case of a meeting of shareholders, if there are no directors present, any other person, to take over the chairmanship of these meetings of shareholders or of the Board of Directors.

If necessary, the Board of Directors may at their discretion appoint managers and deputies of the Fund, including a general manager, possibly several assistant general managers, assistant secretaries and other managers and deputies whose functions may be deemed necessary to carry out the Fund's business. The Board of Directors may revoke such appointments at any time. The managers and deputies are not required to be Directors or shareholders of the Fund. Unless otherwise provided in the Articles, the managers and deputies appointed shall have the powers and tasks allotted to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least three days before the time provided for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and grounds of such emergency shall be indicated in the notice of meeting. This notice of the meeting may be omitted subject to the consent of each Director to be sent in writing, or by cable, telegram facsimile or any other similar means of communication, or when all Directors are present or represented at the meeting. A special notice of the meeting shall not be required for a meeting of the Board of Directors to be held at a time and an address determined in a resolution previously adopted by the Board of Directors.

Any Director may participate in any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, telegram, facsimile or any other similar means of communication, another Director as his proxy. One Director may act as proxy holder for several other Directors.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Directors may not bind the Fund with their individual signatures, unless they are expressly authorized by a resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the Board of Directors are present or represented provided that if a majority of the Directors present are employees of the Investment Manager or a subsidiary of the Investment Manager (being any entity controlled by the Investment Manager, whether directly or indirectly (for the purposes of this definition, "control" means ownership of more than 50% of the voting securities of any entity or the ability to elect a majority of the Board of Directors or other governing body of such entity)) they shall not constitute a quorum or act validly for any purpose except if the only item on the agenda is the cooptation of a director in the event of a vacancy in the office of director.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors, or of any committee thereof, by conference call or video conference or similar means of communications whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting provided that no director physically present in the United Kingdom at the time of any such meeting may participate in a meeting by means of conference call or video conference or similar means of communication.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed where they are signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

The Board of Directors may delegate its powers pertaining to the daily management and the execution of transactions in order to achieve the Fund's objective and pursue the general purpose of its management, to individuals or companies that are not required to be members of the Board of Directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented. In the event that at any meeting the numbers of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

The Board of Directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Directors' meetings. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 20. Minutes. The minutes of the meetings of the Board of Directors shall be signed by the chairman of the Board of Directors or, in his absence, by the chairman of the meeting.

Copies or extracts of the minutes intended to be used for legal purposes or otherwise shall be signed by the chairman or by two Directors, or by any other person appointed by the Board of Directors.

Art. 21. Fund commitments towards third parties. The Fund shall be bound by the signatures of two Directors or by that of a manager or a deputy duly appointed for this purpose, or by the signature of any other person to whom the Board of Directors has specially delegated powers. Subject to the consent of the general meeting of shareholders, the Board of Directors may delegate the daily management of the Fund's business to one of its members.

Art. 22. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-Fund and (ii) the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, all within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations, in particular the provisions of part I of the 2010 Law.

In compliance with the requirements set forth by the 2010 Law and detailed in the Prospectus, in particular as to the type of markets on which the assets may be purchased or the status of the issuer or of the counterparty, each Sub-Fund may invest in:

- (i) transferable securities or money market instruments;
- (ii) shares or units of other UCITS and UCIs, including shares or units of a master fund qualified as a UCITS.

No Sub-Fund will invest more than 10% in aggregate of its net asset value in units/shares of other UCITS or other UCIs unless otherwise explicitly stated in the Prospectus in respect of any specific Sub-Fund(s). In particular, the Prospectus may allow the investment in units of a master fund qualifying as a UCITS provided that the relevant Sub-Fund invests at least 85% of its net asset value in units/shares of such master fund and that such master fund shall neither itself be a feeder fund nor hold units/shares of a feeder fund;

(iii) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than 12 months;

(iv) financial derivative instruments;

(v) shares of another Sub-Fund (the "Target Sub-Fund") provided that:

- A. the Target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this Target Sub-Fund; and
- B. no more than 10% in aggregate of the assets of the Target Sub-Fund may be invested in units of other UCIs; and
- C. voting rights attached to the relevant shares of the Target Sub-Fund are suspended for as long as they are held by such Sub-Fund, without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- D. for as long as the relevant shares of the Target Sub-Fund are held by another Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Fund for the purposes of verifying the minimum capital as set out in Article 5; and
- E. there is no duplication of management, performance, subscription or redemption fees applied by the Target Sub-Fund and the investing Sub-Fund.

The investment policy of the Fund may replicate the composition of an index of securities or debt securities recognized by the Luxembourg supervisory authority.

The Fund may in particular purchase the above mentioned assets on any regulated market, stock exchange in any other State or any other regulated market of a State of Europe, being or not member of the European Union ("EU"), of America, Africa, Asia, Australia or Oceania as such notions are defined in the Prospectus.

The Fund may also invest in recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a regulated market, stock exchange in any other State or other regulated market and that such admission be secured within one year of issue.

In accordance with the principle of risk spreading, the Fund is authorised to invest up to 100% of the net assets attributable to each Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by an EU member States, its local authorities, another member State of the OECD or public international bodies of which one or more member States of the EU are members being provided that if the Fund uses the possibility described above, it shall hold, on behalf of each relevant Sub-Fund, securities belonging to six different issues at least. The securities belonging to one issue cannot exceed 30% of the total net assets attributable to that Sub-Fund.

The Board of Directors, acting in the best interest of the Fund, may decide, in the manner described above and in the sales documents of the shares of the Fund, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

Investments in each Sub-Fund of the Fund may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the Board of Directors may from time to time decide and as described in the sales documents for the shares of the Fund. Reference in these Articles to "investments" and "financial assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiary.

The Fund is authorized (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management, (ii) to employ techniques and instruments for hedging purposes in the context of the management of its assets and liabilities and (iii) to employ techniques and instruments for investment purposes.

Art. 23. Interests. No contract or transaction that the Fund may enter into with other companies or firms may be affected or invalidated by the fact that one or several of the Fund's Directors, managers or deputies has an interest of whatever nature in another company or firm, or by the fact that they may be directors, partners, managers, deputies or employees in another company or firm. The Fund's director, manager or deputy who is a director, manager, deputy or employee in a company or firm with which the Fund enters into contracts, or with which it has other business relations, shall not be deprived, on these grounds, of his right to deliberate, vote and act in matters relating to such contract or business.

If a Director, manager or deputy has a personal interest in any of the Fund's business, such director, manager or deputy of the Fund shall inform the Board of Directors of this personal interest and he shall not deliberate or take part in the vote on this matter. This matter and the personal interest of such Director, manager or deputy shall be reported at the next meeting of shareholders.

As it is used in the previous sentence, the term "personal interest" shall not apply to the relations or interests, positions or transactions that may exist in whatever manner with companies or entities that the Board of Directors shall determine at its discretion from time to time.

Art. 24. Compensation. Every director, agent, auditor, or officer of the Fund and his personal representatives shall be indemnified and secured harmless out of the assets and funds of the Fund against all actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities ("Losses") incurred or sustained by him in or about the conduct of the Fund business or affairs or in the execution or discharge of his duties, powers, authorities or discretions, including Losses incurred by him in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Fund in any court whether in Luxembourg or elsewhere. No such person shall be liable (i) for the acts, receipts, neglects, defaults or omissions of any other such person or (ii) by reason of his having joined in any receipt for money not received by him personally or (iii) for any loss on account of defect of title to any property of the Fund or (iv) on account of the insufficiency of any security in or upon which any money of the Fund shall be invested or (v) for any loss incurred through any bank, broker or other agent or (vi) for any loss, damage or misfortune whatsoever which may happen in or arise from the execution or discharge of the duties, powers, authorities, or discretions of his office or in relation thereto, unless the same shall happen through his own gross negligence, fraud or wilful misconduct against the Fund.

Art. 25. The fees of the Board of Directors. The general meeting may grant the Directors, as remuneration for their activities, a fixed annual sum, in the form of Directors' fees, which shall be booked under the Fund's overheads and distributed among the members of the Board of Directors, at its discretion.

In addition, the Directors may be paid for expenses incurred on behalf of the Fund insofar as these are considered as reasonable.

The fees of the chairman or secretary of the Board of Directors, those of the general managers and deputies shall be determined by the Board of Directors.

Art. 26. Delegation of Board of Directors. The Board of Directors of the Fund may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Fund (including the right to act as authorised signatory for the Fund) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, who need not be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 27. Depositary. To the extent required by law, the Fund shall enter into a custody agreement with a banking or savings institution - a depositary (the "Depositary") - as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended. The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law. If the Depositary wishes to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor Depositary within two (2) months of the effectiveness of such retirement. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor Depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Chapter 6: Authorised Auditor

Art. 28. Authorised Auditor. The Fund's operations and its financial position, including in particular its bookkeeping, shall be reviewed by one or several authorised auditors ("réviseurs d'entreprises agréés") who shall satisfy the requirements of the Luxembourg law relating to honourableness and professional experience, and who shall carry out the functions prescribed by the 2010 Law. The authorised auditors shall be elected by the Annual General Meeting of shareholders for a period ending at the date of the next Annual General Meeting of shareholders and until their successors are elected. The authorised auditors in office may be replaced at any time by the shareholders with or without cause.

Chapter 7: Annual reports

Art. 29. Financial year. The financial year of the Fund commences on 1 July and ends on 30 June of the following year.

Art. 30. Allocation of results. Each year the general meeting of the holders of shares in each Sub-Fund or Class shall decide on the proposals made by the Board of Directors in respect of distributions.

Such allocation may include the creation or maintenance of reserve funds and provisions, and determination of the balance to be carried forward.

The vote on the payment of a dividend (if any) of a particular Sub-Fund or Class requires a majority vote from the meeting of shareholders of the Sub-Fund or Class concerned.

No distribution may be made if, after declaration of such distribution, the Fund's capital is less than the minimum capital imposed by law.

Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any Sub-Fund upon decision of the Board of Directors.

The dividends declared may be paid in euro or any other currency selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. Dividends that have not been collected after five years following their payment date shall lapse as far as the beneficiaries are concerned and shall revert to the Sub-Fund.

Chapter 8: Winding up, Liquidation

Art. 31. Liquidation. Liquidation of the Fund

The Fund is incorporated for an unlimited period and liquidation will normally be decided by an extraordinary general meeting of shareholders. This meeting will be convened in compliance with Luxembourg Law.

- If the net assets of the Fund fall below two thirds of the minimum capital as required by law (EUR 1,250,000.00), the decision will be taken by a simple majority of the shares present or represented at the meeting; and

- If the net assets of the Fund fall below one quarter of the minimum capital as required by law, the decision will be taken by the shareholders holding one quarter of the shares present or represented at the meeting.

In the event that the Fund is dissolved, liquidation will proceed in accordance with the provisions of the Luxembourg 2010 Law which stipulate the measures to be taken to enable the shareholders to participate in the distributions resulting from liquidation and, in this context, it provides that all amounts which it has not been possible to distribute to the shareholders on completion of liquidation are to be deposited in trust with the Caisse de Consignation in Luxembourg.

Amounts not claimed within the prescribed period are liable to be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg Law. The net revenues resulting from the liquidation of each of the Sub-Funds will be distributed to the shareholders of the Sub-Fund in proportion to their respective shareholdings.

The decision of a court ordering the dissolution and liquidation of the Fund will be published in the Mémorial and in two high-circulation newspapers, including at least one Luxembourg newspaper. These notices will be published at the request of the liquidator.

Liquidation of Sub-Funds

The Board of Directors may decide to liquidate any Sub-Fund if the net assets of such Sub-Fund fall below EUR 10,000,000 (ten million) being the amount determined by the Board of Directors to be the minimum level to enable such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner or in the case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation of the Sub-Fund or as a matter of economic rationalization. If such circumstances do not apply, a decision to liquidate a Sub-Fund may only be taken at a meeting of the shareholders of the Sub-Fund concerned. This decision will be taken without the need for a quorum, and by a simple majority of the shares present or represented at the meeting.

Registered shareholders will be notified by letter of the decision to liquidate and, if bearer shares are issued, the decision to liquidate will be published in Luxembourg in the Luxemburger Wort and in any other newspapers the Board of Directors considers appropriate, prior to the effective date of liquidation. The mail or/and publication will state the reasons and the liquidation procedure. Unless the Board of Directors decides otherwise in the interests of the shareholders or in order to ensure fair treatment among the shareholders, shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to apply to sell or convert their shares free of charge, providing, however, the repurchase or conversion prices take account of the liquidation costs. Assets which are not distributed on completion of the liquidation of a Sub-Fund will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of the beneficial owners.

The liquidation of a Sub-Fund shall have no influence on any other Sub-Fund. The liquidation of the last remaining Sub-Fund will result in the Fund's liquidation.

Art. 32. Mergers. Merger of the Fund

The Board of Directors may decide to proceed with a merger (within the meaning of the 2010 Law) of the Fund, either as the receiving or the merging UCITS, and, as appropriate, to redesignate the shares as shares of the new UCITS, or of the relevant sub-fund thereof, as applicable.

If the Fund is the receiving UCITS (within the meaning of the 2010 Law), the decision as to the effective date of the merger rests solely with the Board of Directors.

If the Fund is the merging UCITS (within the meaning of the 2010 Law), and hence will cease to exist, the effective date of the merger must be decided by a general meeting of the shareholders, by a resolution adopted by a simple majority of the votes validly cast at such meeting, which shall have no quorum requirement. Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the 2010 Law, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the shareholders.

Shareholders will be entitled to request, without any charge other than those retained by the Fund to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their shares, or, where possible, to convert them into units or shares of another UCITS pursuing a similar investment policy and managed by the Management Company or by any other company with which the Management Company is linked by common management or control, or by substantial direct or indirect holding, in accordance with the provisions of the 2010 Law.

Merger of Sub-Funds

The Board of Directors may decide to proceed with a merger (within the meaning of the 2010 Law) of any Sub-Fund, either as a receiving or a merging sub-fund, and, as appropriate, to redesignate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of the new UCITS, or shares of the new sub-fund as applicable. Such a merger shall be subject to the conditions and procedures imposed by the 2010 Law, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the shareholders.

Shareholders in a Sub-Fund involved in such merger will be entitled to request, without any charge other than those retained by the Sub-Fund to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their shares, or, where possible, to convert them into units or shares of another UCITS pursuing a similar investment policy and managed by the Management Company or by any other company with which the Management Company is linked by common management or control, or by substantial direct or indirect holding, in accordance with the provisions of the 2010 Law.

Art. 33. Amendments to the Articles. These Articles may be amended as and when decided by a general meeting of shareholders in accordance with the voting and quorum conditions laid down by the Luxembourg law.

Art. 34. General provisions. For all matters that are not governed by these Articles, as amended, the parties shall refer to the provisions of the Law dated 10 August 1915 on commercial companies and to the amending Laws as well as to the 2010 Law.

G. There being no further business before the meeting, the same was there upon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: F. MOREAU, L. ARCHANGE, E. DENIS et H. HELLINCKX

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 décembre 2012. Relation: LAC/2012/62528. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Référence de publication: 2013005195/847.

(130005481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Arbis, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 96.612.

—
L'an deux mille douze, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ARBIS, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 96612, constituée par voie de scission de la société ARBIS (R.C.S. B 61885) en date du 17 octobre 2003, suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire alors de résidence à Mersch, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1263 du 28 novembre 2003.

L'assemblée est présidée par Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Sonia BOULARD, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Audrey LEITIENNE, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare et requiert au notaire d'acter que:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Instauration d'un capital autorisé de EUR 1.000.000 avec émission d'actions nouvelles et autorisation à donner au conseil d'administration de limiter et même de supprimer le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires et d'émettre des obligations convertibles ou non dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé.

2. Détermination du nombre des membres du conseil d'administration, conformément à l'article 51 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

3. Démission de Messieurs Luc HANSEN, Pierre LENTZ et Philippe PONSARD de leurs fonctions d'administrateurs, décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat respectif et nomination de Madame Isabelle BRUCKER en tant qu'administrateur unique.

4. Refonte complète des statuts (suivant projet en annexe) sans toucher néanmoins ni à la forme, ni à l'objet de la société pour les adapter aux décisions à prendre sur les points de l'ordre du jour et à toutes modifications apportées à la loi sur les sociétés commerciales.

II) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront aussi annexées au présent acte.

III) Il ressort de la liste de présence que les 3.600 (trois mille six cents) actions, représentant l'intégralité du capital social, sont dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV) Le président constate que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Après avoir entendu le rapport du conseil d'administration établi en conformité avec l'article 32-3(5) de la loi sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale décide d'instaurer un capital autorisé d'un montant de EUR 1.000.000 (un million d'euros) et d'autoriser le conseil d'administration, pendant une période prenant fin le 18 décembre 2017, à augmenter le capital social dans les limites du capital autorisé, par la création et l'émission de nouvelles actions, sans toutefois réserver aux anciens actionnaires un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. En outre, le conseil d'administration est autorisé à émettre des obligations convertibles ou non dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Deuxième résolution

L'assemblée générale, après avoir constaté que la société n'a plus qu'un actionnaire, décide, conformément à l'article 51 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, de limiter le nombre des membres du conseil d'administration à 1 (un) jusqu'à l'assemblée ordinaire constatant l'existence de plus d'un actionnaire.

Troisième résolution

L'assemblée générale prend acte de et accepte la démission de Messieurs Luc HANSEN, Pierre LENTZ et Philippe PONSARD de leurs fonctions d'administrateurs de la société et décide de leur accorder décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat respectif jusqu'à ce jour.

L'assemblée décide en outre de nommer Madame Isabelle BRUCKER, employée privée, demeurant professionnellement au 2, rue Astrid, L-1143 Luxembourg, en tant qu'administrateur unique de la société. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts sans toucher néanmoins ni à la forme, ni à l'objet de la société pour les adapter aux résolutions qui précèdent et à toutes modifications apportées à la loi sur les sociétés commerciales. Les nouveaux statuts de la société ont dorénavant la teneur suivante:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de ARBIS.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 90.000 (quatre-vingt-dix mille euros) représenté par 3.600 (trois mille six cents) actions d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 1.000.000 (un million d'euros) qui sera représenté par 40.000 (quarante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 18 décembre 2017, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins 3 (trois) membres, le nombre exact étant déterminé par l'assemblée générale.

Si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à 1 (un) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs n'ont pas besoin d'être actionnaires. Ils sont élus par l'assemblée générale pour une période ne dépassant pas 6 (six) ans et peuvent être révoqués à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, fax, conférence vidéo ou téléphonique tenue dans les formes prévues par la loi.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature individuelle d'un délégué dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Toutefois, si la loi l'exige ou si la société décide de supprimer l'institution de commissaire, le contrôle des comptes annuels sera effectué par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés désignés et éventuellement réélus par l'assemblée.

Assemblée générale

Art. 14. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit. Dans les présents statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'assemblée générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'actionnaire unique tant que la société n'a qu'un actionnaire.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale représente tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations de l'assemblée générale se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier lundi du mois de juin à 08.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ mille deux cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. PONSARD, S. BOULARD, A. LEITIENNE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 décembre 2012. LAC/2012/61121. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Référence de publication: 2013005147/214.

(130005099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Cum Grano Salis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 39.075.875,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 86.375.

EXTRAIT

En date du 16 janvier 2013, l'associé unique de la société a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Robin Naudin ten Cate, en tant que gérant de la société, est acceptée avec effet au 14 décembre 2012.

- La démission d'Ivo Hemelraad, en tant que gérant de la société, est acceptée avec effet immédiat.

- Elke Leenders, ayant son adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée gérant de la société avec effet au 14 décembre 2012 et ce, pour une durée indéterminée.

- Freddy de Petter, ayant son adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé gérant de la société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 17 janvier 2013.

Référence de publication: 2013009190/19.

(130010434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

VANH Consulting s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 160.245.

L'an deux mille douze, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

La société anonyme "VANH INVESTMENTS S.A.", ayant son siège social à L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 160.127,

ici représentée aux fins des présentes par son administrateur unique Monsieur Frédéric VANHOVE, indépendant, demeurant à Grimbergen (Belgique),

détentrice de cent (100) parts sociales.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seule associée de la société à responsabilité limitée "VANH Consulting s.à r.l." (numéro d'identité 2011 24 13 139), avec siège social à L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 160.245, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 22 mars 2011, publié au Mémorial C, numéro 1385 du 25 juin 2011,

requiert le notaire d'acter la résolution suivante:

Résolution

L'associée unique décide de modifier l'article 2 des statuts de la société, relatif à l'objet social, pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2.** La société a pour objet pour son propre compte ou pour le compte de tiers, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, toutes prestations de services informatiques, l'importation et l'exportation, l'achat, la vente et la maintenance de matériels et de logiciels, la formation, le conseil assistance utilisateur, l'analyse de réseaux et le recrutement informatique.

La société a également pour objet:

- la location de véhicules;
- le portage salarial;
- la distribution, l'import et l'export de tous types de produits relevant du domaine de la menuiserie générale ainsi que de tous leurs dérivés.

Elle peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser ou à faciliter le développement de son entreprise.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

D'une façon générale, la société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à mille euros (€ 1.000.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: VANHOVE, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 21 décembre 2012. Relation: CAP/2012/5009. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 7 janvier 2013.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2013005098/49.

(130004430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.